ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

4 juin 2007
7e année
No 21

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Pour une conférence de la paix au Proche-Orient

Le rôle du droit international et des décisions de l'ONU

*par Norman Paech, professeur de droit public à l'Université d'économie et de politique, Hambourg**

Depuis près de 40 ans, la question palestinienne est pendante. L'exacerbation permanente du régime d'occupation par terreur militaire, la limitation de la liberté de mouvements et l'aggravation des conditions de vie des Palestiniens provoquent sans cesse une contre-terreur sanglante et une terreur contre les civils israéliens. Contrairement aux espérances largement répandues, le retrait des Israéliens de la bande de Gaza n'a pas non plus interrompu la spirale de la violence et de la contre-violence. Il aurait pu être le signal de la détente et du début d'un processus de paix. Or il a été accompagné par une nouvelle extension des colonies en Cisjordanie et par l'aveu explicite d'*Ariel Sharon* qu'Israël annexerait la plus grande partie de la Cisjordanie. *Ehud Olmert,* son successeur, a tenté de réaliser cette politique quand, par son «plan de convergence», il a annoncé ouvertement l'annexion des domaines que le mur sépare des territoires palestiniens. Non seulement ce plan n'a pas ouvert de perspectives à un processus de paix, mais il a encore radicalisé les contradictions de la solution répandue des deux Etats. Celles-ci ont finalement abouti à une guerre civile dans la bande de Gaza, Israël, les Etats-Unis et les Etats de l'UE n'acceptant pas les résultats des élections palestiniennes démocratiques et attisant, par boycott et blocage du gouvernement du Hamas, les frictions à l'intérieur de la Palestine. En raison de leur appui militaire ciblé du Fatah mené par le président *Abbas*, ces Etats se voient reprocher d'avoir stimulé la violence croissante qui règne dans la bande de Gaza.

Droit international garant d'une solution pacifique

Compte tenu de cette situation tendue, il faut considérer les possibilités de solutions pacifiques en partant des principes reconnus du droit international public universel (international law). Il en résulte que quatre conditions doivent être satisfaites pour mettre un terme à l'état de guerre permanent entre Israéliens et Palestiniens et aboutir à une paix durable:

- Evacuer toutes les colonies de Cisjordanie et retirer toutes les installations militaires et civiles des territoires palestiniens pour les faire passer en Israël.
- Renonciation à l'annexion de Jérusalem-Est et établissement d'une cohabitation réglée de tous les peuples et régions dans cette ville.
- Conclusion d'une convention sur le retour des réfugiés et expulsés, son ampleur, leur indemnisation et des solutions de remplacement.
- Constitution d'un Etat palestinien souverain.

Cette conception correspond au niveau actuel des règles de droit international public que l'ONU applique dans ses résolutions depuis des décennies et que la *Cour internationale de Justice* de la Haye a résumé dans son dernier avis consultatif. Je vais m'efforcer d'expliquer ces règles en partant de deux événements essentiels de l'histoire israélo-palestinienne, à savoir l'annexion de Jérusalem-Est et la construction du mur longeant la ligne d'armistice. Les circonstances et les conséquences de ces deux mesures traduisent les difficultés considérables que susciteraient la reconstitution de l'état initial et un rééquilibrage contractuel des intérêts vitaux des deux parties.

Symbole d'originalité et de démocratie directe. (photo haro)

L'annexion de Jérusalem-Est

Le 30 juillet 1980, le parlement israélien, la Knesset, a adopté la loi fondamentale par laquelle il déclarait Jérusalem capitale et a pratiquement annexé la partie orientale de celle-ci, conquise en 1967. Un «fait historique», qui n'a pas modifié fondamentalement les conditions de et autour de Jérusalem, mais a confirmé une situation que la politique israélienne établit systématiquement depuis la fondation de l'Etat en 1948 et a imposée par des étapes constantes d'expropriations, d'expulsions et de destructions de la vie palestinienne dans la ville séparée en deux jusqu'en 1967.

La situation de 1980 se caractérisait par la terreur que le gouvernement du Likoud, dirigé par Begin et Sharon, avait accentuée au début de l'année contre les maires palestiniens et durant laquelle les maires de Hebron, Chalchul, Ramallah et Nablus étaient tombés victimes d'attentats et de déportations. L'esprit de l'accord de Camp David de 1978, pour lequel Begin avait reçu le prix Nobel de la paix, s'est avéré être celui que Begin lui avait insufflé: une nouvelle étape dans la destruction de l'identité palestinienne.

Refus de l'accord de Camp David transgressant le droit international public

Les Nations Unies avaient immédiatement rejeté l'accord de Camp David, considéré comme violant le droit international public du fait que les Palestiniens n'en étaient pas partie. Dès juin 1980, elles avaient averti le gouvernement israélien «que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël, la Puissance occupante, en vue de modifier le caractère et le statut de la Ville sainte de Jérusalem n'avaient aucune validité en droit et constituaient une violation flagrante de la *Quatrième convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre* et faisaient en outre gravement obstacle à l'instauration d'une paix générale, juste et durable au Proche-Orient». En outre, «toutes les mesures qui ont modifié le caractère géographique, démographique et historique et le statut de la Ville sainte de Jérusalem sont nulles et non avenues et doivent être rapportées en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité» (résolution 476 du Conseil de sécurité des Nations Unies). Trois semaines après l'adoption de la «loi fondamentale», le Conseil de sécurité l'a déclarée nulle et non avenue et a censuré le gouvernement israélien dans les termes les plus énergiques en raison de sa violation du droit international (résolution 478). Si seule l'abstention des Etats-Unis a troublé l'unanimité dont ont fait l'objet les deux résolutions, elle ne faisait rien présager de bon pour leur application.

Prépondérance juive assurée dans l'ancienne partie arabe de Jérusalem

Entre-temps, 43,5% du territoire palestinien de Jérusalem-Est ont été confisqués et 41% ne peuvent plus être bâtis par les Palestiniens. Parmi les presque 200 000 habitants arabes constamment décimés par des expulsions, des déportations et des expatriations, plus de 200 000 colons juifs se sont établis. En 1972, 98% de la population très dense de Jérusalem-Est étaient encore arabes. Après la construction du quartier juif, cette part a fléchi à 84% en 1983 pour être estimée entre 70 et 75% dix ans plus tard.[1] Le 10 juillet 2005, le gouvernement israélien a décidé de faire passer aussi le mur par Jérusalem-Est et de séparer alors 55 000 autres habitants arabes du reste de la ville. Ainsi, le vieux plan de «judaïsation» de Jérusalem qu'Ariel Sharon avait réalisé comme ministre du logement, puis comme ministre de l'infrastructure du Likoud, a été assuré également dans l'ancienne partie arabe de la ville grâce à cette prépondérance juive.

Dès l'été 2004, le gouvernement israélien avait décidé de permettre l'expropriation sans indemnité des biens-fonds de Jérusalem-Est qui appartenaient à des Palestiniens vivant hors de ville.[2] La base de cette mesure est la loi sur la propriété d'absents de 1950, par laquelle des milliers de maisons et de terres de Palestiniens qui s'étaient enfuis ou avaient été expulsés pendant la guerre de 1948 avaient été déjà expropriés.

Toutefois, il faut mettre la nouvelle décision «secrète» en relation avec le mur qui sépare de nombreux Palestiniens de leurs jardins, de leurs oliveraies et de leurs terres arables. La situation particulière de Jérusalem-Est se caractérise non seulement par l'annexion effectuée en 1980, mais aussi par le fait que le gouvernement israélien a triplé la surface de Jérusalem-Est en 1967 et qu'il a repoussé les frontières communales à travers les jardins et les maisons, sans tenir compte des propriétaires palestiniens. De nombreux Palestiniens qui habitent à Bethléem, par exemple, peuvent se voir dérober maintenant leurs terres. En novembre 2004, les forces armées israéliennes ont envoyé une lettre à quelques propriétaires de biens-fonds par laquelle elles leur communiquaient que leurs jardins et bocages avaient été soumis aux autorités chargées de la propriété d'absents.

Formation d'un corridor juif à Jérusalem-Est

Silwan est une localité de ce domaine annexé qui s'étend des murs méridionaux de la vieille ville à la vallée du Cédron. Elle est le creuset «aussi bien des ancêtres juifs (le roi David) que des musulmans (le prophète Mahomet)». Depuis plus de dix ans, elle connaît des luttes entre la municipalité de Jérusalem et les habitants arabes, dont les logements et jardins sont expropriés, en partie détruits ou remis à des colons juifs.[3] Aujourd'hui, plus de 200 colons habitent à Silwan, y sont subventionnés et protégés militairement par le gouvernement. Cependant, le maire de Jérusalem vient de décider de raser le quartier du Boustan de Silwan et ses 88 bâtiments et de le transformer en parc, le «paysage des ancêtres», dans lequel des fouilles archéologiques notamment doivent être réalisées. 1000 habitants seront touchés. Nombre d'observateurs émettent des doutes au sujet de ce projet. Ils soulignent que de nouveaux espaces reliant les diverses maisons de colons à Silwan doivent être mis à la disposition de colons à moyen terme: «Relié aux colonies du mont des oliviers et plus à l'est, un corridor quasiment juif se forme de la vieille ville de Jérusalem à Maale Adoumin très à l'est […] Il s'agit aussi d'encercler la vieille ville par des habitants juifs. Cette tactique devrait empêcher qu'elle ne devienne une partie de la capitale d'un Etat palestinien fondé à une époque ou à une autre.»[4] Un coup d'œil sur la carte[5] montre que le mur sépare déjà Silwan de son voisinage palestinien et que les plans prévoient son extension jusqu'à Maale Adoumin. Cette liaison doit être réalisée par la construction de 3500 logements. De plus, deux colonies supplémentaires sont prévues entre la ligne verte et le mur: «Gevaot» dans le bloc Etzion et «Zoufim-Nord» près de Qualqiliya.[6] Le mur traversera l'espace suburbain de Jérusalem et isolera arbitrairement les faubourgs palestiniens les uns des autres. Le tracé du mur suit en grande partie la limite orientale du district de l'administration communale défini arbitrairement par les Israéliens. Ainsi, Jérusalem-Est est pratiquement éliminé des territoires palestiniens. Il faut même tirer la conclusion encore plus déprimante pour les Palestiniens que le mur doit protéger surtout les colons et que les colonies, à leur tour, déterminent le tracé du mur, ce qui, dans l'ensemble, doit empêcher le développement d'un Etat palestinien indépendant.

La construction du mur-frontière

Depuis 1996, le gouvernement israélien doit avoir élaboré des plans de verrouillage pour prévenir toute infiltration à partir de la Cisjordanie septentrionale et centrale. En juillet 2001, il a adopté un premier plan de «barrière de sécurité» de 80 km, qui a abouti, en octobre 2003, à un plan de 720 km échelonné sur trois étapes et longeant toute la Cisjordanie.

Ce que les Israéliens appellent barrière de sécurité consiste en:

Suite page 2

* Conférence donnée le 24 février au Caire

Ministres des affaires étrangères de l'OTAN! Vous n'êtes pas les bienvenus!

Discours du professeur Johan Galtung, tenu le 27 avril 2007, lors de la rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, à Oslo.

«Ministres des Affaires étrangères de l'OTAN! Vous n'êtes pas les bienvenus! Ce qu'il y a de mieux, votre rencontre est de brève durée. Nous souhaitons vous voir disparaître rapidement!

En fait, notre vœu est que vous n'existiez pas. Nous souhaitons que vous ayez la courtoisie de vous dissoudre comme le Pacte de Varsovie après la Guerre froide.

L'ancienne OTAN avait un sens, à savoir l'enraiement de l'agression de l'Union soviétique. On peut en discuter, mais c'est du passé. La nouvelle OTAN est agressive et non pas défensive. Son aire de déploiement ne se limite plus au monde atlantique, mais s'est élargie au monde entier. Elle mène des guerres préventives au lieu d'endiguer les agressions, pour étendre de plus en plus son domaine de contrôle. Elle ne cherche plus à résoudre les conflits. De ce fait, l'OTAN met en place les situations qu'elle serait censée combattre.

Actuellement, il semble que l'objectif principal de l'OTAN est de se maintenir en vie, tel un dinosaure qui devra de toute façon disparaître un jour. Il est tragique d'entendre dire que l'OTAN doit viser le succès, alors que la vraie question est de savoir ce qui est bon pour le peuple afghan. Et il est encore plus tragique de devoir assister au fait que différents pays envoient des troupes en Afghanistan pour sacrifier des vies afghanes sur l'autel de la soumission à Washington, pour compenser le fait qu'ils ne veulent pas soutenir le chef de l'OTAN, les Etats-Unis, en Irak.

‹Atlantique du Nord›: cela a un goût anglo-américain, avec une prise norvégienne, où vous vous trouvez actuellement. Avec, en plus, une trace de sang de la Palestine vers l'Irak et par l'Iran vers l'Afghanistan. Ce terme signifie également démocratie et droits humains. Tels que l'apartheid pour la Palestine, la torture et les condamnations à mort pour quelques-uns parmi vous, les murs en béton et en acier, l'oppression et l'assassinat.

Est-ce cela la démocratie? L'exécutif des USA ne rend plus de comptes à son peuple, mais

- à ceux qui ont rendu possibles des élections truquées et dirigées par l'argent, telles qu'en Floride et en Ohio;
- à l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) et à la NRA (National Rifle Association);
- à une justice installée par l'executif;
- à un Congrès où le président peut faire recours à son droit de veto contre toute loi votée, le système de deux partis rendant impossible de mettre en minorité ce dernier.

Est-ce vraiment un modèle à suivre? Pour lequel on assassine? Ou bien avez-vous simplement peur de Washington? D'être mis au ban par votre maître? De recevoir, à votre tour, un beau jour, le déversement de bombes? Est-ce cela la nature de l'OTAN?

En tant que spécialistes, vous connaissez bien sûr l'histoire de l'Afghanistan, de l'invasion des Britanniques en 1838–42 et de 1878–81 qui se termina par un massacre dans l'ambassade britannique de Kaboul; mais également l'histoire de l'invasion soviétique qui se termina en 1989 par une retraite. Vous pourriez en tirer vos propres conclusions, en bien ou en mal: ce peuple est fier et veut rester maître dans son pays.

Vous n'avez, militairement, aucune chance. Vous avez beau vous accrocher à une idée de quelque chose de définitif. Vous voulez détruire les Talibans, ou au moins les réduire. Mais plus vous en tuez, plus la résistance grandit et s'étend à l'infini. Il n'y aura pas de pause et encore moins de capitulation. Vous ne pourrez jamais vous en prendre à une UMMA musulmane qui comprend 1,3 milliard d'êtres humains, séparés seulement par des frontières tracées, à l'époque, par l'Occident lui-même.

Pourtant, il y a des solutions pour l'Afghanistan; ce sont les leurs et non pas les vôtres:

- mettre en place un gouvernement de coalition avec les Talibans; négocier avec eux au lieu de chercher à les éliminer;
- répondre aux besoins immédiats de la population: l'alimentation, l'habitat, les vêtements, la santé et l'éducation pour tout le monde;
- mettre en place un pays fédéral et non pas centralisé, dirigé depuis Kaboul au profit de l'étranger;
- une communauté d'Asie centrale, englobant l'Afghanistan avec ses voisins;
- une sécurité assurée par un Conseil de sécurité de tradition chrétienne en collaboration avec l'Organisation de la conférence islamique.

Il y a également des solutions au conflit avec l'Iran. Pourquoi les Etats-Unis et la Grande Bretagne se soucient-ils tellement de l'armement nucléaire de l'Iran et si peu de celui du Pakistan ou de l'Inde? Parce qu'ils s'imaginent que l'Iran les déteste. Mais pourquoi l'Iran pourrait-il les haïr? En fait: en 1953, la CIA et le groupe MI6 avaient éliminé le premier ministre *Mossadegh*, légalement élu, pour mettre en place le Schah et 25 années de dictature. Comment procéder? Par une déclaration commune de *Bush* et *Blair*, reconnaissant leur responsabilité et présentant leurs excuses. Aurez-vous, ministres des affaires étrangères, le courage d'inciter les Anglo-américains infatués d'eux-mêmes, d'entreprendre une telle démarche?

Il y a également des solutions pour l'Irak. Mais pas une quelconque «réconciliation» sans solution politique, qui ne mérite que la dénomination d'«apaisement». Les USA, la Grande Bretagne et les autres pays partenaires cessent de tuer, enlèvent leurs uniformes, s'excusent, dédommagent, débarrassent le plancher et prient l'ONU de mettre en place une conférence pour la sécurité et la coopération pour l'Asie de l'Ouest, selon le modèle de la conférence d'Helsinki en 1973-75. Le destin de l'Irak – une communauté irakienne plutôt qu'un État – les Irakiens eux-mêmes doivent en décider.

Il existe également des solutions pour ce que votre maître et seigneur appelle «terrorisme». Vous avez parmi vous un pays qui s'appelle Espagne, dont le chef *Zapatero* a entrepris après le 11 mars 2004 ce que Bush et Blair auraient dû faire après le 11 septembre 2001 et le 7 juillet 2005. Il a cessé de tuer des musulmans en Irak. Il a accordé un statut légal aux immigrés venus du Maroc. Il a engagé des négociations avec le Maroc au lieu de le bombarder. Et il a mis en place un dialogue des civilisations. Suivez plutôt l'exemple de l'Espagne que celui des USA et de la Grande Bretagne.

Mais vous vous trouvez devant un énorme problème: votre maître et seigneur. Qui a sur la conscience plus de 70 interventions militaires après la Seconde guerre mondiale et entre 13 et 17 millions de morts rien que dans les opérations ouvertes. Vous êtes des alliés, mais vous vous taisez, à peu d'exceptions près. Le silence est une approbation. Ceci dans un des pires crimes de l'histoire: la guerre des USA et de la Grande Bretagne contre l'Irak.

Il y a une porte de sortie: vous vous élevez contre votre maître, au lieu de le singer.

Vous pouvez partir!

Vous pouvez dire: ça suffit!

Vous pouvez dire: on a assez tué!

Cherchons ensemble à résoudre ces conflits. Cessons de considérer les ennemis de notre maître comme les nôtres, et faisons-en nos amis. •

(Traduction *Horizons et débats)*

«Pour une conférence de la paix …»
suite de la page 1

a) une clôture ou un mur de béton de plus de 8 mètres de hauteur, équipés de détecteurs électroniques,
b) un fossé pouvant atteindre 4 mètres de profondeur,
c) une route de patrouille asphaltée à deux voies,
d) une route de dépistage (bande de sable lisse permettant de détecter des empreintes de pieds) parallèle à la clôture et
e) 6 boudins de barbelés empilés qui marquent le périmètre des installations.

L'ouvrage a une largeur de 50 à 70 mètres, mais peut atteindre 100 mètres à certains endroits. Commencés au nord, les travaux de construction se sont poursuivis loin au sud jusqu'à Jérusalem, se concentrant à l'est déjà presque uniquement en territoire palestinien. En moyenne, le mur de séparation s'écarte de 7,5 km de la ligne verte au détriment de territoires palestiniens, englobe des colonies de peuplement, traverse des villages et sépare de même des localités d'une certaine importance de leur arrière-pays. Le mur ne s'écarte qu'à Toulkarem de 1 à 2 km de sa ligne au détriment du secteur israélien.

Le mur, prison en plein air

Si le mur est érigé conformément aux plans établis – et ni Scharon ni Olmert n'ont jamais évoqué une interruption des travaux ni de l'expansion des colonies – 16,6% supplémentaires du territoire cisjordanien, soit 237 000 Palestiniens et 320 000 colons juifs ou quelque 80% des colons cisjordaniens auront été écartés de leur arrière-pays. 160 000 Palestiniens vivront alors dans des communes presque complètement encerclées par le mur, comme aujourd'hui déjà à Qualqiliya. Dans cette localité de quelque 40 000 habitants, environ 600 magasins ont dû fermer leurs portes et près de 8000 personnes ont quitté la région. En octobre 2003, les forces armées israéliennes ont décrété territoire interdit le secteur palestinien entre la ligne verte et le mur. Il en découle que les Palestiniens y vivant ou y ayant leurs jardins et champs ne sont plus autorisés à s'y rendre s'ils ne disposent pas d'une permission ou d'une pièce d'identité correspondante émise par les autorités israéliennes. Or celles-ci ne sont émises que pour une période limitée. En revanche, les citoyens israéliens et les étrangers habilités à immigrer en vertu de la loi sur les personnes rentrant au pays peuvent se déplacer ou rester dans cette zone sans permission. Ils peuvent également acquérir sur le marché libre des oliviers provenant du territoire prélevé par le mur, comme l'écrivait dernièrement Ha'aretz. Les Palestiniens ne peuvent atteindre ou quitter leur logement ou poste de travail qu'en passant par des portes déterminées, ouvertes irrégulièrement ou pour peu de temps.

En même temps, l'*Agence France Presse* annonce que des bulldozers israéliens ont repris leurs travaux à l'endroit le plus contesté du mur, aux environs de la colonie Ariel. Comptant quelque 20 000 colons juifs, celle-ci est une des plus grandes et s'enfonce profondément en Cisjordanie. En été 2004, des recours à des tribunaux israéliens par des Palestiniens ont arrêté les travaux. Maintenant, des grillages individuels doivent être érigés autour d'Ariel et de quelques colonies voisines; il sera décidé ultérieurement de leur connexion avec le reste du mur.

CIJ mandatée par l'ONU

L'opinion publique internationale a compris très vite que cette construction gigantesque ne servait pas seulement à prévenir l'infiltration d'auteurs d'attentats suicides, mais avait aussi pour objectif de poursuivre le prélèvement de biens-fonds sur le territoire palestinien et l'effritement de celui-ci pour empêcher la proclamation d'un Etat palestinien séparé. Cette situation a incité l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa X^e^ session extraordinaire d'urgence du 8 décembre 2003, à adopter une résolution par laquelle elle invitait la *Cour internationale de Justice* (CIJ) de La Haye à répondre à la question suivante:

«Quelles sont en droit les conséquences de l'édification du mur qu'Israël, puissance occupante, est en train de construire dans le territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est, selon ce qui est exposé dans le rapport du Secrétaire général, compte tenu des règles et des principes du droit international, notamment la *Quatrième convention de Genève* de 1949 et les résolutions consacrées à la question par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale?» (rés. ES-10/14 de l'AGNU).

L'édification du mur, une violation du droit international public

Le 9 avril 2004, la CIJ a publié un avis consultatif complet par lequel elle traite des questions juridiques avec vigueur. A la fin de son examen, elle arrive à la conclusion presque unanime, à laquelle seul le juge des Etats-Unis *Buergenthal* s'est opposé, que l'édification du mur et le régime qui lui est associé constituent une violation du droit international.

La Cour voit dans l'ensemble de cette situation une violation flagrante du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de la convention relative aux droits de l'enfant.[7] Elle constate que, dès la première phase de l'édification, quelque 10 000 ha des terres les plus fertiles, d'oliveraies, de plantations d'agrumes, de serres et de fontaines ont été confisquées et détruites. Elle indique ne pas être convaincue que la poursuite des objectifs de sécurité avancés par Israël nécessite l'adoption du tracé choisi pour le mur, puisqu'il aurait pu l'édifier à cette fin sur territoire israélien sans transgresser les droits des Palestiniens.[8]

La CIJ n'a pas pu non plus éluder le thème le plus important des négociations futures, celui des colonies. Rappelons-nous: après s'être décidée à une séparation définitive des Juifs et des Arabes et à une solution des deux Etats, l'OLP a offert aux colons juifs de rester où ils habitent s'ils reconnaissent la souveraineté palestinienne comme le font les habitants palestiniens d'Israël au sujet de la souveraineté israélienne; les colons juifs ont refusé avec indignation, si bien que les négociations futures devront viser à convenir de leur transfert non seulement de la bande de Gaza, mais aussi de la Cisjordanie et des hauteurs du Golan. Maintenant, la Cour a proclamé une nouvelle fois que le mur et les réglementations qui l'accompagnent provoqueront un changement démographique considérable et contraire à la Quatrième convention de Genève de 1949 et à de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. En effet, l'art. 49, al. 6, de cette convention dispose que «la puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle.»

Suite page 4

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Proche-Orient: Les politiciens de l'UE ont du sang sur les mains

L'alignement sur la politique américano-israélienne conduit au chaos et à la mort

par Karl Müller, Allemagne

«Le cauchemar de Darwin», qui a reçu le Prix du meilleur film documentaire européen en 2004, montre une scène caractéristique de la politique de l'UE: le commissaire européen responsable du commerce avec l'Afrique tient avec des représentants de 10 pays de l'UE une importante conférence de presse en Tanzanie. Il parle avec enthousiasme des relations commerciales réussies entre la Tanzanie et l'UE. La perche du Nil, transformée en Tanzanie pour les Etats européens en fins filets satisfait aux plus hautes exigences, les installations sont ultramodernes, tout est pour le mieux.

Hypocrisie de l'UE

Qu'est-ce que le commissaire ne dit pas? Ce commerce a ruiné la région située autour du lac Victoria. Des millions de Tanzaniens meurent de faim; peu nombreux sont ceux qui arrivent à se faire engager pour des salaires de misère dans l'usine de poissons. La richesse halieutique d'autrefois, base alimentaire de millions de personnes, a disparu avec la propagation de la perche du Nil.

Maintenant, on produit seulement pour l'Europe. Où va le profit de l'usine de poissons, personne ne le sait exactement, en tout cas pas en Tanzanie. L'Afrique reçoit autre chose de l'Europe: des armes. Afin que les groupes ethniques montés les uns contre les autres se massacrent réciproquement et qu'on puisse encore mieux exploiter les pays.

Quand on y regarde de plus près, on constate que derrière les belles paroles de l'UE, qui prétend défendre des valeurs humaines, se cache le chaos et la mort.

J'exagère? Malheureusement pas. Il existe d'autres exemples de cette politique hypocrite de l'UE.

Alignement sur la politique américano-israélienne

C'est notamment à cause de la politique actuelle de l'UE au Proche-Orient, qui prétend s'engager en faveur d'une «paix globale au Proche-Orient», que cette importante région en crise ne trouve pas la paix et que la mort y est quotidienne. Sous la présidence allemande du Conseil, l'UE se conforme à la politique de guerre des gouvernements israélien et américain.

Muriel Asseburg, cheffe du groupe de recherche sur le Proche-Orient, le Moyen-Orient et l'Afrique à la *Fondation pour la science et la politique (SWP)* de Berlin, institution qui compte même parmi les think tanks proches du gouvernement, a montré dans une analyse, au début de l'année,[1] que la politique de l'UE – tentative d'isolement du gouvernement Hamas, refus de tout dialogue, suppression totale de l'aide financière – a aggravé de manière dramatique la situation en Palestine. Certes, la catastrophe humanitaire a été évitée de justesse grâce aux fonds européens qui n'ont pas transité par le gouvernement. «Le fait que la catastrophe menaçait était dû uniquement à la politique de l'Occident et d'Israël».

En particulier, au plan de la formation de l'Etat et de sa démocratisation, «la démarche européenne s'est révélée plutôt contre-productive». Les organisations gouvernementales ont continué d'être sapées, les réformes démocratiques exigées auparavant par l'Union européenne pour le contrôle de la présidence, devenue trop puissante, ont été soudain écartées uniquement parce que le président en place devait être amené à s'opposer au gouvernement.

La politique de l'UE conduit à une escalade inouïe de la violence

La politique européenne a «miné l'objectif proclamé de la recherche d'une solution pacifique au conflit dans la région». Les partisans du président *Abbas* ont «interprété l'attitude de l'Occident comme une invitation indirecte à reprendre le pouvoir après l'échec prochain du gouvernement Hamas». Les partisans du Président ont même «interprété l'attitude de l'Occident comme le signe qu'elle couvrirait une reconquête du pouvoir par la force. Et «cette interprétation est confortée par les livraisons d'armes et des entraînements militaires au profit des forces de sécurité soumises à Abbas.» La politique d'isolement de l'UE a renforcé par ailleurs les forces du Hamas favorables à la violence. La conclusion de cette analyste est que le résultat a été «une escalade sans précédent de la violence interpalestinienne».

Ce genre d'analyse, formulée plutôt prudemment, n'a pourtant pas pu jusqu'ici modifier la politique européenne. Même après la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale qui comprend des forces politiques palestiennes très diverses, l'UE a poursuivi sa politique. Le boycott financier du gouvernement a été maintenu, l'UE refuse toujours de parler avec des membres du gouvernement qui appartiennent au Hamas.

Le ministre adjoint chargé des Affaires européennes *Günther Gloser* a confirmé cela au nom de la présidence allemande du Conseil européen le 22 mai. Avec une arrogance typiquement allemande, il a déclaré que le gouvernement palestinien n'avait «pas encore réussi son épreuve de vérité». Le même jour, la Commissaire européenne chargée des relations extérieures *Benita Ferrero-Waldner,* membre du Parti populaire autrichien, pendant autrichien de l'Union chrétienne-démocrate allemande, s'est exprimée dans le même sens à la radio alémanique DRS.

Avant d'entamer le dialogue, l'UE exige du gouvernement palestinien qu'il reconnaisse le «droit à l'existence d'Israël» ainsi que tous «les accords conclus jusqu'à mainte-

Suite page 4

«La politique de l'Union européenne est insoutenable, cynique et inacceptable pour la population arabe»

Intervention, le 9 mai, du député Hannes Swoboda (Parti social-démocrate autrichien/ Parti socialiste européen) devant le Parlement européen sur le sujet «Réformes dans le monde arabe: quelle stratégie pour l'Union européenne?»

Monsieur le Président, […] mon groupe parlementaire a décidé aujourd'hui à l'unanimité de demander à la Commission et au Conseil de modifier radicalement leur politique envers la Palestine. La politique de l'Union européenne – représentée par le Conseil et la Commission – est insoutenable, cynique et inacceptable pour la population arabe. Certains gouvernements admettent peut-être cela, cependant la population des pays arabes ne peut pas approuver la politique que nous menons en ce moment envers le gouvernement palestinien.

Nous avons exigé des élections libres. Des élections libres et honnêtes ont eu lieu […]. Ensuite, nous avons dit que nous ne pouvions pas en accepter le résultat. Attitude très démocratique! Nous avons dit alors: Formez au moins un gouvernement d'unité nationale! Un gouvernement d'unité nationale a été constitué. Et vous devez soutenir le processus de paix et reconnaître les frontières de 1967. Le gouvernement palestinien actuel reconnaît les frontières de 1967. Israël ne les reconnaît pas mais cela ne nous gêne pas.

Beaucoup de nos fonctionnaires refusent encore d'accueillir le ministre des Affaires étrangères palestinien, comme récemment la présidente du Conseil. Il est inadmissible que la présidente du Conseil, Madame Merkel, déclare: je reçois le ministre des Affaires étrangères israélien mais je ne reçois pas le ministre des Affaires étrangères palestinien – qui n'a rien à voir avec le Hamas – cela serait indigne de moi.

C'est pourquoi nous demandons, au vu de la situation en Palestine, un changement radical de l'attitude du Conseil et de la Commission. Il se peut que certains membres du Conseil et de la Commission pensent autrement. Seulement cette politique est mauvaise et cynique. Connaissez-vous, mesdames et messieurs, la situation en Palestine? Savez-vous, mesdames et messieurs, que notre politique conduira la Palestine à basculer dans le chaos et à ce que des groupes mafieux prennent le pouvoir? Savez-vous, mesdames et messieurs, que la poursuite de cette politique est la meilleure manière de contribuer à l'insécurité d'Israël?

C'est pourquoi nous devons, en raison de ce compte rendu mais également par rapport à la sécurité d'Israël – la sécurité d'Israël est étroitement liée à celle des pays arabes et à celle de l'Europe – adopter une autre attitude, en essayant de coopérer réellement avec le gouvernement palestinien constitué à la suite des élections que nous avons exigées, si ce gouvernement est prêt, comme Israël, à soutenir le processus de paix. […]

Source: www.hannes-swoboda.at
(Traduction Horizons et débats)

Le Mur d'apartheid israélien: un obstacle à la paix

par Nafez et Laila Nazzal

Le vilain mur haut et grisâtre en construction pour séparer les Palestiniens d'Israël serpente à travers le territoire palestinien, ne séparant ainsi pas seulement les Israéliens des Palestiniens, mais des villages palestiniens des villes palestiniennes et des familles palestiniennes de leurs parents. C'est au mois de juin 2002 qu'Israël se mit à construire le mur. Depuis lors, ce mur a englouti plus de 10% de terres palestiniennes, le domaine du mur et des terres qui le jouxtent totalisant 35 000 dunums (1 dunum correspondant à un hectare environ). Et 50 000 Palestiniens se trouvent dans la situation intenable de vivre coincés entre la Ligne verte (la ligne de l'Armistice de 1949) et le mur. Pour les Palestiniens, il en résulte une nouvelle manière de se définir eux-mêmes. Alors qu'autrefois ils se définissaient comme réfugiés, Palestiniens de Cisjordanie ou Palestiniens de Jérusalem, aujourd'hui ils se définissent en plus par rapport au mur. Ils sont «à l'extérieur du mur» s'ils habitent du côté palestinien et «à l'intérieur du mur» s'ils vivent du côté israélien du mur.

Ce mur est une plaie douloureuse dans la chair de la population, le symbole omniprésent et incontournable des hostilités entre les deux peuples. De kilomètre en kilomètre, sur une longueur prévue de 750 au total, un bloc de béton haut de huit mètres, suit l'autre. Quand le mur sera terminé, il aura quatre fois la longueur et deux fois la hauteur du mur de Berlin. Quand il sera fini, il aura consommé un milliard de dollars. Il enferme presque totalement la Cisjordanie et est muni de tours de surveillance, de clôtures, de caméras infrarouge et vidéo, de senseurs, de véhicules aériens robotisés, de portes, de fossés, de barbelés aiguisés comme des lames de rasoir et de patrouilles de surveillance. Pour le réaliser, Israël a confisqué des domaines privés riches en terres agricoles fertiles, ainsi que des sources d'eaux, mettant celles-ci hors de portée des Palestiniens en les enfermant à l'intérieur du territoire clos. Il a abattu des arbres et morcelé des communes. Des villages palestiniens se retrouvent aujourd'hui coupés des villes qui jadis hébergeaient les marchés où les agriculteurs venaient vendre leurs produits et acheter marchandises et produits agricoles. Prenons comme exemple Qalqilyia (40 000 habitants), dans la partie nord de la Cisjordanie, un important centre agricole au centre d'un territoire riche en fruits et légumes et dont la grande majorité des habitants est constituée d'agriculteurs. La plupart des terres furent confisquées pour être intégrées à la partie enclose par le mur, avec pour conséquence que les agriculteurs, restés à l'extérieur et séparés de leurs champs, ne sont plus en mesure d'assurer leur existence par leur travail. Cela représente l'anéantissement de l'essentiel de leur vie.

Les effets négatifs du mur sur les niveaux social, économique, sanitaire et écologique, se manifestent sur tout le territoire de Cisjordanie et porte atteinte aux conditions de vie des Palestiniens. Il enfreint le droit des Palestiniens au libre passage et empêche les populations de circuler à l'extérieur de leurs villages et villes. Au village d'Azzun Atma, par exemple, un des rares villages palestiniens se trouvant du côté israelien du mur, les soldats israéliens ferment les portes des maisons tôt le soir, enfermant les habitants dans leurs maisons jusqu'au lendemain. Ce processus a transformé le village en une sorte d'immense prison, plongeant la population dans la plus grande détresse, comme on peut facilement l'imaginer, ne serait-ce que parce qu'on ne peut appeler aucun médecin en cas d'urgence, le village étant privé de tout contact avec l'extérieur.

Le mur existe ainsi en flagrante violation des droits des Palestiniens, notamment ceux garantissant la propriété, le travail, le niveau de vie, le libre passage, l'éducation ainsi que la liberté religieuse. Le mur a détruit l'environnement et déstabilisé le microsystème écologique de la région. Des centaines de milliers d'arbres ont été déracinés, des sources d'eau profonde obstruées. Le mur a apporté partout la pauvreté et le chômage, lequel atteint maintenant, dans diverses régions, un taux de 70% en raison de l'impossibilité pour les paysans de cultiver leurs terres et de la fermeture de nombreux commerces. Le manque d'eau porte gravement atteinte au niveau de vie: la production agricole s'effondre, les maladies se répandent et le taux des enfants sous-alimentés augmente. Le mur a coupé les liens sociaux existant autrefois entre les familles et les parents, minant ainsi leur santé psychique aussi bien au niveau individuel que collectif. Il empêche la formation parce qu'enseignants et étudiants se trouvent souvent de part et d'autre du mur, ou parce que, s'ils vivent en territoire palestinien, ils voient leurs écoles se retrouver du côté israélien. Le mur rendra plus difficile l'accès aux lieux sacrés à Jérusalem, même aux Palestiniens en possession d'un passeport israélien, puisque avec le mur ils vivent désormais en territoire palestinien. A tous égards le mur est en flagrante rupture avec les droits internationaux et les droits de l'homme.

La Cour pénale internationale (CPI), le 9 juillet 2004, a décrété à quinze voix contre une seule que le mur est illégal et enfreint le droit international. Il a précisé qu'il offense les droits palestiniens et qu'il doit être démantelé complètement. Le jugement de la CPI a servi de base à la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui a exigé d'Israël, le 20 juillet 2004, de se soumettre au jugement de la Cour internationale et d'entreprendre la démolition du mur.

Les autorités israéliennes prétendent que la fonction principale du mur consiste à empêcher les terroristes de pénétrer sur le sol israélien. Les Palestiniens, eux, le savent bien: le mur a en réalité été construit pour les séparer de leurs villages et leurs villes, pour leur ôter Jérusalem et pour empêcher qu'un Etat palestinien viable voie le jour. Le mur garantit que les colonies israéliennes en Cisjordanie soient intégrées au territoire israélien, notamment du côté est de la Ligne verte. Il garantit en plus que les colonies israéliennes puissent s'élargir davantage puisque de larges tranches de terrain dans leur entourage ont été confisquées, en même temps que des sources d'eau se trouvant à proximité des colonies. De plus, il permettra au gouvernement israélien de construire de nouvelles colonies, de réaliser son projet E1 dans la colonie de Ma'al Adoumine et de contrôler les agglomérations aux abords de Jérusalem (Jérusalem-Est, Ramallah et Bethléem) susceptibles de produire les 30 à 40 pour cent du produit social brut des Palestiniens.

Avec le mur on ne détruit pas seulement les conditions vitales des Palestiniens, on détruit en même temps le cœur du processus de paix et toute aspiration à créer, à côté d'Israël, un Etat palestinien viable et indépendant. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Pour une conférence de la paix …»
suite de la page 2

Politique de colonisation: «violation flagrante» de la Quatrième convention de Genève

Le Conseil de sécurité a toujours confirmé sa position et condamné la politique israélienne de colonisation en tant que «violation flagrante» de la Quatrième convention de Genève.[9] La CIJ partage une fois de plus cette estimation et relève que la célèbre résolution 242 du 22 novembre 1967 exigeait le retrait de la puissance occupante de tout le territoire occupé et non seulement de parties de celui-ci.[10] Elle a mis les points sur les i, notamment dans la résolution 298 du 25 septembre 1971, dans laquelle elle a constaté que «toutes les dispositions législatives et administratives prises par Israël en vue de modifier le statut de la ville de Jérusalem, y compris l'expropriation de terres et de biens immeubles, le transfert de populations et la législation visant à incorporer la partie occupée, sont totalement nulles et non avenues et ne peuvent modifier le statut de la ville».[11]

Il est donc évident que toutes les mesures unilatérales prises par Israël, qu'il s'agisse de la construction de colonies ou du mur en territoire palestinien ou de l'annexion de Jérusalem et des hauteurs du Golan sont dépourvues d'effet juridique et doivent être annulées. Par ailleurs, aucun autre Etat n'est habilité à les reconnaître. Cependant, il n'en résulte pas que les parties ne peuvent pas s'entendre autrement par contrat, comme le code de droit international public le prévoit.

Israël sommé par la CIJ de détruire les parties du mur édifiées

La CIJ ne s'est pas contentée de constater la violation du droit international, mais a sommé Israël d'interrompre les travaux de construction, de raser les parties du mur déjà édifiées ainsi que d'abroger toutes les ordonnances et réglementations y relatives. En même temps, Israël est tenu de dédommager toutes les personnes physiques et morales lésées ou, si possible, de rétablir l'état initial. La Cour invite tous les autres Etats à ne pas reconnaître l'édification contraire au droit, à ne pas soutenir le maintien de la situation, mais, au contraire, à s'employer à y mettre un terme.

Même si la qualification juridique de la Cour ne laisse planer aucun doute, l'avis n'a pas la portée d'un jugement. Mais Israël ne peut pas s'en prévaloir, car la CIJ a mentionné et appliqué tout le droit international codifié dans la Charte des Nations Unies ou reconnu généralement comme droit coutumier auquel chaque Etat – Israël également – est lié sans exception. Le refus du gouvernement israélien de se sentir lié à l'avis consultatif, la poursuite de l'édification du mur et la tolérance bienveillante des Etats-Unis et de l'UE reflètent une lourde perte de culture juridique internationale, déjà fortement mise à l'épreuve ces dernières années par ces Etats.

Malheureusement, non seulement le gouvernement d'Israël, mais aussi la Cour suprême de ce pays participent à cette évolution funeste. Trois semaines après la publication de l'avis consultatif, elle a abrogé une ordonnance de référé par laquelle elle avait interdit l'édification d'un mur de béton haut de 8 m à travers la localité d'Ar Ram, sur la route entre Jérusalem et Ramallah. Ce mur écarte la plupart des habitants de leur poste de travail, de leurs écoles, de leurs institutions sanitaires et même de leur cimetière. A l'est d'Ar Ram, plusieurs gros projets de logements sont prévus. Si la Cour a concédé que les Palestiniens devaient être protégés d'entraves «excessives»[12], elle a considéré l'intérêt d'Israël à la préservation de sa sécurité sous la forme de colonies comme prépondérante dans ce cas. Par cet arrêt, elle a exprimé non seulement un avis «contraire au droit international» de la légalité des colonies, mais aussi son mépris total de l'avis consultatif de la CIJ et du droit international.

Erosion complète des règles civilisatrices du droit international public

Ces dernières décennies, le monde a changé dramatiquement. Si l'image varie d'un cas à l'autre, elle est plutôt déprimante dans l'ensemble. Certaines régions ont connu tout au moins un progrès, telles l'Afrique où les derniers bastions du colonialisme sont tombés, l'Amérique latine où des dictatures militaires se sont effondrées et l'Asie où l'on a tracé avec un certain succès une voie indépendante sortant du sous-développement et de la dépendance coloniale. Toutefois, Israël et la Palestine ne font pas partie de ces terres de progrès. Il nous faut convenir qu'il n'y a actuellement guère d'autre région dans le monde où les prétentions du droit international et de la civilisation sont aussi éloignées de leur réalisation qu'en Palestine. La spirale de la terreur et de la contre-terreur a conduit à une érosion complète des règles civilisatrices du droit international, dues en dernier ressort à l'occupation de la Palestine depuis bientôt quarante ans. De nombreux observateurs sceptiques en Israël et hors d'Israël avaient prévu que le retrait des colons juifs de la bande de Gaza n'aboutirait pas à une première étape permettant de sortir de la barbarie de la terreur mutuelle. Nulle part ailleurs il n'est aussi évident que l'impuissance de l'ONU ne s'explique pas par sa propre incapacité, mais par le refus d'accepter son rôle d'intermédiaire. Abstraction faite de la fondation de l'Etat d'Israël, l'ONU a vu son rôle limité lors de tous les conflits sanglants ultérieurs à celui d'une observatrice et commentatrice, et son action visant à assurer la paix et à imposer le droit international public bloquée. Ici, rien n'a changé.

Il ne s'agit pas de l'existence d'un Etat, de l'Etat d'Israël. Il s'agit de l'existence de deux peuples et de leur coexistence pacifique dans deux Etats souverains et indépendants, si la chance d'une vie en commun a échoué à court terme. Le droit international public définit les règles fondamentales des relations entre Etats et peuples, comme la CIJ l'a encore démontré par son avis consultatif. Ces règles ne peuvent pas être abrogées unilatéralement. La paix ne régnera nulle part où une telle abrogation est tentée. Lors de pourparlers futurs visant à trouver une solution, ces règles resteront la matrice à l'intérieur de laquelle les négociations prendront forme. Elles définissent les limites d'une solution juste et acceptable, qu'il s'agisse des frontières, de l'utilisation des réserves d'eau ou du retour des réfugiés. A l'intérieur de ces normes, une multitude de solutions contractuelles est possible. Si les conditions minimales de l'autodétermination, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et des droits de l'homme sont foulées aux pieds, un traité s'achoppera à la résistance des peuples comme nous l'avons vécue lors des traités de Camp David et d'Oslo. A l'exception de rares principes absolument impératifs, telle l'interdiction de la violence et de la torture, les règles du droit international public sont des propositions destinées à l'élaboration de traités. Même la stricte interdiction de l'annexion n'empêche pas la cession contractuelle de territoire occupé si les parties s'entendent sur ses modalités. Ici est engagée la responsabilité des Etats qui ont toléré l'escalade de ce conflit jusqu'à un état de guerre permanente.

Droit ou violence, telle est la brève formule qui ressort de presque soixante ans de violence dans les relations israélo-palestiniennes. Chacun devrait comprendre que la solution ne saurait consister maintenant que dans le respect du droit. Toutefois, sa réalisation nécessite davantage que la simple espérance dans le cours automatique de l'histoire. Elle implique la force de changer radicalement de politique et d'admettre la nécessité d'un Etat palestinien souverain sans colons juifs sur le territoire de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est. A elles seules, les deux parties ne sont pas en mesure de dégager cette force. Il faudra l'exiger des Etats du «quatuor», qui devront faire succéder aux années de confrontation et de politique destructrice un processus de mise en confiance et de paix. Ils devront inclure dans ce processus tous les Etats de la région dont la sécurité, la stabilité et le développement sont mis en péril par l'état de guerre durable qui règne en Palestine. Ainsi, tout fait présager une conférence générale sur le Proche-Orient qui, à l'instar de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, devra transformer en région de paix, grâce à beaucoup de patience et à la renonciation à l'ancienne politique de puissance, une région ravagée par la guerre et par la plus grande instabilité. •

(Traduction *Horizons et débats*)

---

1 Voir N. Paech, Das verlorene Territorium des palästinensischen Staates. Israels Siedlungspolitik nach dem Oslo-Abkommen. Dans: *Blätter für deutsche und internationale Politik,* 10/1996, p. 1252 ss.

2 Greg Myre, Palestinians Fear East Jerusalem Land Grab, *The New York Times* du 25/1/05.

3 Voir N. Paech, Bantustan Palästina. Landenteignung und Siedlungspolitik in den besetzten Gebieten. Dans: *Demokratie und Recht,* 2/1992, p. 190 ss.; N. Paech, *Das verlorene Territorium des palästinensischen Staates.* 1996.

4 Ainsi s'exprime Meir Margalit du parti Meretz, cité par Peter Schäfer, Wie Ost-Jerusalem geteilt wird. Dans: *Telepolis* du 15/6/05, *www.heise.de/tp/r4/artikel/20/202999/1.html.*

5 Voir *B'tselem* – The Israeli Information Center for Human Rights in the occupied Territories, The West Bank, Jewish Settlements and the Separation Barrier, Jérusalem, août 2004.

6 *Ha'aretz* du 25/2/05.

7 *Avis consultatif de la CIJ du* 9/7/04, § 132 ss.

8 *Avis consultatif de la CIJ,* § 135 ss.

9 Voir par exemple les résolutions 452 du 20/7/1979 et 465 du 1/3/1980.

10 Note du traducteur: Différence fatale entre la version anglaise de la résolution («withdrawal of Israel armed forces *from* territories occupied in the recent conflict») et la version française («retrait des forces armées israéliennes *des* territoires occupés lors du récent conflit»).

11 *Avis consultatif de la CIJ,* § 75.

12 Elle s'était servie de cette argumentation pour corriger le tracé du mur à certains endroits. Le 30 juin 2004 par exemple, elle l'a fixé plus près de la ligne verte aux environs du village de Beit Sourk.

«Proche-Orient: Les politiciens …»
suite de la page 3

nant entre Israël et l'OLP» et qu'il «renonce à toute forme de violence».

On pourrait discuter en détail de ces conditions à juste titre controversées. Mais même si l'on considérait tous les points comme des objectifs raisonnables, le fait de poser des conditions aux représentants élus d'un peuple avant de discuter avec eux relève plutôt d'une mentalité patriarcale qu'on croyait dépassée. C'est d'autant plus grave que cet abus dans les relations des grandes puissances avec d'autres Etats semble devenir la règle, abus qui n'a rien à voir avec l'égalité en droits des peuples et des Etats.

Cependant, ce n'est pas un hasard si l'UE agit de la sorte.

Israël exige le maintien du boycott européen

L'UE suit ainsi la présidente de son Conseil *Angela Merkel* qui se révèle la plus fidèle alliée de la politique des USA et qui a déjà à plusieurs reprises embrassé le belliciste premier ministre israélien, *Olmert,* lequel considère le gouvernement allemand comme son meilleur allié en Europe. Ainsi, la ministre israélienne des Affaires étrangères *Livni* et le ministre israélien de la Défense *Peretz* ont demandé au chef de la politique extérieure de l'UE *Javier Solana,* lors de sa récente visite en Israël, «de veiller à ce que le boycott européen du gouvernement palestinien soit maintenu». (*Der Tagesspiegel* du 23 mai)

Le même journal avait annoncé le 14 mai que la *Ligue arabe* avait «sévèrement critiqué» l'attitude de l'UE envers le gouvernement palestinien. Le refus de l'Europe de parler avec le Hamas est «dépourvu de tout fondement». Le gouvernement d'unité nationale palestinien est une «plate-forme pour conduire des négociations et faire la paix». Javier Solana, prié de s'expliquer, a défendu la politique européenne sans apporter d'arguments substantiels. Selon lui, l'UE a placé le mouvement du Hamas, d'après des directives israéliennes et américaines, sur une liste des organisations terroristes et cela reste «une bonne décision».

Depuis un an, des membres du gouvernement palestinien sont détenus dans des prisons israéliennes

Aussi l'UE continue-t-elle à suivre la politique israélo-américaine, attitude qui d'ailleurs s'est manifestée également lors de tous les votes organisés par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève en 2006 où ses représentants, surtout le représentant allemand, voulaient, l'année dernière, bloquer sans états d'âme toute condamnation des très graves violations des droits de l'homme commises par Israël. Même les nouvelles attaques israéliennes contre la bande de Gaza et l'enlèvement de parlementaires palestiniens et d'un ministre palestinien de Cisjordanie n'ont pas été condamnés par l'UE. Pas plus que le fait que 40 membres du Hamas, entre autres d'anciens ministres et députés, soient détenus depuis presque une année dans des prisons israéliennes. Sans parler des innombrables injustices commises quotidiennement.

«Une politique insoutenable, cynique et inacceptable pour la population arabe»

Cependant, il existe des voix divergentes dans les institutions européennes.

Hannes Swoboda, député du Parti social-démocrate autrichien et vice-président du groupe parlementaire du Parti socialiste européen au Parlement européen, a mis l'accent sur d'autres points lors d'un débat le 9 mai. Il a exigé une reconnaissance du gouvernement palestinien par l'UE. Selon le député, son groupe «a décidé à l'unanimité de demander à la Commission et au Conseil de modifier radicalement leur politique envers la Palestine». D'après Swoboda, la politique menée jusqu'ici par l'UE «est insoutenable, cynique et inacceptable pour la population arabe». L'Europe a exigé des élections libres dans les territoires palestiniens et elles ont eu lieu. Ensuite, elle n'a pas voulu en accepter les résultats et elle a réclamé un autre gouvernement. Celui-ci a également été formé, mais cela n'a pas suffit à l'UE qui a alors exigé la reconnaissance par le nouveau gouvernement des frontières de 1967 et l'approbation du processus de paix. Le nouveau gouvernement les a reconnues, contrairement à Israël. «Israël ne les reconnaît pas mais cela ne nous gêne pas!»

Le député a aussi vivement critiqué la présidente du Conseil Merkel: «Il est inadmissible que la présidente du Conseil, Madame Merkel, déclare: Je reçois le ministre des Affaires étrangères israélien mais je ne reçois pas le ministre des Affaires étrangères palestinien – qui n'a rien à voir avec le Hamas – ce serait indigne de moi.»

Puis il a ajouté: «Savez-vous, mesdames et messieurs, que notre politique conduira la Palestine à basculer dans le chaos et à ce que des groupes mafieux prennent le pouvoir? Savez-vous, mesdames et messieurs, que la poursuite de cette politique est la meilleure manière de contribuer à l'insécurité d'Israël?» et qu'elle crée de nouveaux motifs de guerre?

La présidence allemande du Conseil européen sait très bien tout cela, de sorte qu'on a l'impression que la catastrophe et les nouvelles guerres sont voulues par certains.

Il y a encore quelques années, la *Délégation générale palestinienne en Allemagne* écrivait que depuis le début du processus de paix, «l'UE [était] un des partenaires les plus importants du gouvernement palestinien pour la construction d'un Etat indépendant» – et énumérait de multiples contributions positives de l'Union depuis le début des années 70.

Cela ne peut pas être le dernier mot de l'Europe

Les choses ont changé en tout cas dès le début du mandat d'Angela Merkel en Allemagne avec les guerres d'Israël soutenues par l'Allemagne l'an passé et la présidence allemande du Conseil de l'Europe. Ce n'est ni pour le bien des gens au Proche-Orient ni pour celui de l'Europe, mais sans doute à la convenance des bellicistes d'Israël et des Etats-Unis ainsi que de leurs vassaux européens. Cela ne peut pas être le dernier mot de l'Europe. •

---

1 (*http://qantara.de/webcom/show_article.php?wc_c=468&wc id=700*)

Le Fatah al-Islam, instrument de l'alliance militaire USA/Royaume-Uni/Israël?

ts. Un nouveau groupe terroriste vient de faire son apparition au Liban, le Fatah al-Islam. Le monde se demande qui se cache derrière. Même des journaux généralement modérés comme la Neue Zürcher Zeitung (23 mai) avancent l'hypothèse qu'il pourrait être soutenu financièrement par l'Arabie saoudite et les Etats-Unis. Les Américains soutiendraient une organisation terroriste? Malheureusement, cette hypothèse n'est pas si invraisemblable. En effet, comme le montre l'Américain Robert Dreyfuss dans son livre fondamental intitulé Devil's Game – How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam,[1] ce sont les Britanniques qui ont contribué au développement des Frères musulmans dans leur Empire et plus tard, aussi bien les USA qu'Israël ont joué cette carte afin de contrer les mouvements qui luttaient en faveur d'Etats laïques, sociaux et souverains dans le monde arabe. Ainsi Israël a aidé Ahmed Yassin, chef des Frères musulmans dans les Territoires occupés, à fonder le Hamas dans le but déclaré d'affaiblir l'OLP. Lorsqu'on n'a plus eu besoin de lui, on l'a assassiné.

Le cas du Fatah al-Islam gagne en force explosive lorsqu'on apprend (NZZ du 24 mai) que Beyrouth a demandé une aide militaire aux Américains pour lutter contre ce groupe terroriste. On ne s'étonnera pas que cette requête soit examinée avec bienveillance à Washington: ce n'est pas tous les jours qu'on reçoit une telle invitation! Va-t-on une fois de plus faire appel à Belzébuth pour combattre le Diable? Va-t-on appliquer une fois de plus la règle qui veut que lorsqu'on veut dominer un pays, on y envoie un agent provocateur afin que les indigènes aux abois vous appellent ensuite à l'aide? Il s'agit là d'un jeu diabolique, mais malheureusement pas nouveau sous le soleil. L'Empire romain a étendu son pouvoir de cette manière selon la devise «divide et impera» («diviser pour régner»). Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'ouvrage de Dreyfuss qui mettent en lumière l'instrumentalisation de l'islamisme fondamentaliste par les Etats-Unis et Israël. En effet, il se pourrait que ce nouveau et sinistre Fatah al-Islam ne soit qu'un épisode de plus dans la partie de poker à laquelle se livre l'alliancemilitaire USA/Royaume-Uni/Israël pour étendre sa suprématie.

«Il existe un chapitre non encore écrit de l'histoire de la guerre froide et du nouvel ordre mondial qui a suivi. Il concerne la manière dont les Etats-Unis – parfois ouvertement, parfois secrètement – ont financé et encouragé l'activisme islamiste de droite. A la vérité, l'«Empire» comprenant le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie centrale et du Sud devait reposer sur l'islamisme politique. Du moins, c'est ce qu'espéraient ses concepteurs. Mais il s'est avéré qu'il s'agissait là d'un jeu diabolique. C'est trop tard, après le 11-Septembre, que Washington a commencé à se rendre compte de son mauvais calcul stratégique.

Les Etats-Unis ont passé des décennies à rechercher les faveurs des islamistes, à leur mentir, à les utiliser avec cynisme en tant qu'alliés dans la guerre froide, pour découvrir finalement qu'ils avaient engendré une force qui s'est vengée en se retournant contre ses protecteurs,. […]

Les USA s'opposent au nationalisme, à l'humanisme, à la laïcité et au socialisme

Pendant la guerre froide, de 1945 à 1991, l'ennemi n'était pas seulement l'URSS. Conformément au manichéisme de l'époque, les Etats-Unis diabolisèrent les dirigeants qui n'approuvaient pas sans réserve la politique américaine ou pouvaient défier l'Occident, en particulier l'hégémonie américaine. Les idées et idéologies qui pouvaient inspirer ces chefs étaient suspectes: le nationalisme, l'humanisme, la laïcité, le socialisme. Mais ce genre d'idées subversives étaient également celles que craignaient le plus les forces naissantes du fondamentalisme musulman. Dans toute la région, la droite islamique mena des batailles rangées contre les promoteurs de ces idées, non seulement au niveau des débats intellectuels mais dans la rue. Pendant la lutte – qui dura plusieurs décennies – contre le nationalisme arabe, de même que contre les nationalismes perse, turc et indien, les Etats-Unis pensèrent qu'il était de bonne politique de faire cause commune avec la droite islamique.

D'une manière plus générale, les Etats-Unis passèrent de nombreuses années à essayer de construire une barrière contre l'Union soviétique le long de sa frontière sud. Le fait que tous les pays situés entre la Grèce et la Chine étaient musulmans fit naître l'idée que l'islam pourrait renforcer cette stratégie de type ligne Maginot. Peu à peu, l'idée d'une ceinture verte le long de l'«arc islamique» prit forme. Cette idée n'était pas uniquement défensive. Des politiciens aventureux imaginaient que des musulmans agités pourraient, dans les républiques soviétiques d'Asie centrale, provoquer la ruine de l'URSS et ils prirent des mesures pour les encourager.

Les Etats-Unis favorisent l'islamisme radical

Les Etats-Unis ne jouaient pas avec l'islam en tant que religion, que système de croyances organisé traditionnel de centaines de millions d'individus, mais avec l'islamisme. A la différence de la foi, qui possède une histoire de quatorze siècles, l'islamisme est beaucoup plus récent. C'est une idéologie politique née à la fin du XIXe siècle, une philosophie globale dont les principes auraient paru étrangers et hérétiques à la plupart des musulmans d'autrefois, et le sont encore à de nombreux musulmans instruits d'aujourd'hui. Qu'on l'appelle panislamisme ou fondamentalisme islamique, il s'agit d'une idéologie tout à fait différente de la conception de la vie musulmane contenue dans les cinq piliers de l'islam. En réalité, c'est une perversion de cette religion. Et c'est l'idéologie mutante que les Etats-Unis ont encouragée, aidée, organisée ou financée. C'est la même idéologie que représentent diversement les Frères musulmans, l'Iran de l'ayatollah Khomeyni, le wahhabisme ultra-orthodoxe de l'Arabie saoudite, le Hamas, le Hezbollah, les djihadistes afghans et Oussama Ben Laden. […]

Distribution de lait aux réfugiés palestiniens au centre de la Croix-Rouge libanaise, fin des années quarante. (photo Beyond conflict, p. 157)

Dans les années 1950, l'ennemi n'était pas seulement Moscou mais les nationalistes émergents du tiers monde, de Gamal Abdel Nasser en Egypte à Mohammed Mossadegh en Iran. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se servirent des Frères musulmans, mouvement terroriste qui est à l'origine de la droite islamique, contre Nasser, leader montant des nationalistes arabes. Pour le coup d'Etat d'Iran en 1953 commandité par la CIA, les Etats-Unis financèrent un ayatollah qui avait fondé les Adeptes de l'Islam, alliés fanatiques iraniens des Frères musulmans. Plus tard, dans la même décennie, les Etats-Unis commencèrent à caresser l'idée d'un bloc islamique dirigé par l'Arabie saoudite qui fasse contrepoids à la gauche nationaliste.

Dans les années 60, malgré les efforts des Américains pour les contenir, le nationalisme de gauche et le socialisme arabes s'étendirent de l'Egypte vers la Syrie, l'Irak et la Palestine. Pour parer à cette apparente menace, les Etats-Unis conclurent une alliance de circonstance avec l'Arabie saoudite, résolus à utiliser sa branche de politique étrangère, le fondamentalisme wahhabite. Les Américains s'allièrent au roi Saud et au prince Faysal (futur roi Faysal) en vue de créer un bloc is-

Suite page 6

[1] Robert Dreyfuss, *Devil's Game – How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam,* New York, 2005, ISBN: 0-8050-8137-2

On pourrait s'étonner qu'un Etat juif et une monarchie arabe laïque s'allient au fondamentalisme islamique. Or à Amman comme à Jérusalem, on considérait cyniquement les Frères musulmans comme une arme contre la Syrie et l'OLP. En Syrie, les Frères musulmans se sont livrés à des attaques systématiques, à des actes de terrorisme et à des soulèvements dans une guerre civile qui a fait des milliers de morts. Et de 1967 à la fin des années 1980, Israël aida les Frères musulmans à s'établir dans les Territoires occupés. Il aida leur chef Ahmed Yassin à créer le Hamas, sûr que son caractère islamiste affaiblirait l'OLP. Ce qui arriva, mais avec un effet pervers que les partisans israéliens du Hamas n'avaient pas prévu: celui-ci se transforma en un groupement terroriste qui commit dans les années 1990 des attentats suicides qui firent des centaines de victimes parmi les juifs. A eux deux, la Jordanie et Israël avaient engendré un monstre.

Robert Dreyfuss. Devil's Game – how the United States helped unleash fundamentalist Islam. p. 1919 s.

«Soudain ces extrémistes barbus et solidement armés ont surgi»

A partir de rien des terroristes extrémistes surgissent au Liban et menacent par leur manière d'agir la population palestinienne dans les camps de réfugiés. Des puissances agissant dans la clandestinité pourraient être intéressées à aggraver cette situation afin de déclencher la prochaine guerre du Proche Orient – selon le modèle de guerre que proposent les théoriciens du chaos néo-conservateurs de Washington. Dans l'intervention radiophonique, reproduite ci-dessous, Iren Meier met l'accent sur l'atmosphère qui règne actuellement au Liban.

Il fait chaud, les bruits bourdonnent et tout le monde bouge sans avoir un but précis. Il semble comme si les expatriés ne pouvaient pas s'arrêter ou s'asseoir, maintenant qu'ils sont arrivés au nouvel endroit, dans le prochain camp de réfugiés. Même ceux qui viennent de sortir de la mosquée ont failli courir. Un vieil homme, s'apercevant du micro, s'exclame plein de rage que les USA et Israël sont les initiateurs et que le premier ministre libanais, *Siniora*, fait cause commune avec eux. La plupart des réfugiés n'expriment pas aussi ouvertement leur bouleversement. Une femme recule quand je lui adresse la parole. Mais l'instant d'après elle se rapproche de moi et dit qu'elle a été réveillée en pleine nuit par le bruit des bombes et des roquettes. Sa première pensée: Israël attaque le camp. Mais c'était l'armée libanaise qui avait ouvert le feu contre les extrémistes du groupe *Fatah al-Islam* qui s'étaient barricadés dans le camp palestinien Nahr al-Bared près de Tripoli. Il y a une chose qui frappe: Ceux qui racontent ne parlent pas de détails. «Une tragédie», disent-ils, ou «c'était indescriptible». Il y en a un qui dit: «Tant de journalistes arrivent, mais qu'en savez-vous? De toute façon, vous en avez marre des Arabes, des Palestiniens.»

Sur un mur, observant ce qui se passe, se trouve *Ahmed Masri*. Sa silhouette rondelette et un sourire qui rayonne malgré la misère sur son visage, font penser à Bouddha. Masri, lui-même Palestinien du Liban du Sud, travaille pour une organisation humanitaire britannique et attend une livraison de couches et de lait en poudre pour les enfants réfugiés. Masri est infirmier de formation et il explique que beaucoup de ces gens-là sont traumatisés, qu'ils ne se sont pas attendus à un tel incident. Maintenant, ils se trouvent à Beddawi, accueillis de manière solidaire par les habitants de ce camp. Masri estime que ce sont à peu près 15 000 personnes qui s'y sont réfugiées alors qu'il y en a déjà 20 000 habitants. Les problèmes sont prévisibles. Beaucoup de ceux qui viennent d'arriver vivent dans les rues, a-t-il déclaré, ce qui confirme la première impression. «Et puis», demande Masri, «quelques jours plus tard, quand la situation déborde le cadre du camp, ou peuvent-ils aller?» *Mahmud*, un jeune mécanicien dont le t-shirt est aussi vert que ses yeux, exprime une conviction que nous entendons souvent. Pour les habitants de Nahr el-Bared il n'y a pas de retour. Le gouvernement libanais veut se débarrasser des camps palestiniens dans le pays et se sert d'extrémistes ou de terroristes de Fatah al-Islam comme prétexte.

Le premier ministre Siniora récuse de telles allégations avec véhémence. Lors d'une allocution télévisée, il s'est adressé au Palestiniens en prononçant la phrase suivante: «Vous êtes nos frères. Nous partageons avec vous les bonnes et les mauvaises époques.» Pas tout le monde dans le camp Beddawi secouent la tête et se méfient de ces paroles. Nous rencontrons un nombre surprenant de personnes qui tentent de comprendre le gouvernement libanais et son armée. *Leila,* maigre et d'un air pâle, rend coupables les extrémistes qui ont pénétrés dans leur camp. Personne ne s'est soucié de la sécurité dans le camp et soudain, ces extrémistes barbus et solidement armés ont surgi. A côté de quelques Libanais, Syriens et peu de Palestiniens, Leila en a vu d'autres du Yémen, d'Arabie saoudite, d'Algérie, de Tunisie et d'Afghanistan. Ces extrémistes devraient disparaître, déclare également l'étudiant *Mustafa,* il n'accepte pas qu'ils menacent l'armée libanaise et les Palestiniens. Les Palestiniens, ensemble avec l'armée libanaise, devraient combattre Fatah al-Islam, a-t-il déclaré. Il est convaincu de pouvoir bientôt retourner aux camps Nahr el-Bared. •

Source: Iren Meier, in: *Radio DRS*, Rendez-vous am Mittag, 25/5/2007.

«Le Fatah al-Islam …»
suite de la page 5

lamique de l'Afrique du Nord au Pakistan et à l'Afghanistan. L'Arabie saoudite fonda des institutions destinées à mobiliser la droite religieuse wahhabite et les Frères musulmans. Des activistes soutenus par l'Arabie saoudite fondèrent le Centre islamique de Genève (1961), la Ligue musulmane mondiale (1962), l'Organisation de la Conférence islamique (1969) et d'autres organisations qui constituent le noyau du mouvement islamiste international.

Les Etats-Unis s'allient avec la droite islamiste

Dans les années 1970, avec la mort de Nasser et le recul du nationalisme arabe, les islamistes devinrent un appui important pour de nombreux régimes liés aux Etats-Unis. Ces derniers se virent alliés a) à la droite islamique d'Egypte où Anouar el-Sadate utilisait les islamistes de son pays pour constituer une base politique antinassérienne; b) au Pakistan, où le général Zia ul-Haq s'empara du pouvoir par la force et établit un Etat islamiste et c) au Soudan, où le chef des Frères musulmans, Hassan Turabi, était en marche vers le pouvoir. En même temps, les Etats-Unis commencaient à considérer le fondamentalisme islamique comme un instrument contre l'Union soviétique, surtout en Afghanistan et en Asie centrale, où ils l'utilisèrent comme une arme visant son talon d'Achille. Et lorsque la révolution iranienne éclata, une sympathie latente pour l'islamisme – assortie d'une ignorance, très répandue aux Etats-Unis, concernant les courants islamistes iraniens – conduisit bien des officiels américains à voir dans l'ayatollah Khomeyni un personnage inoffensif et à admirer ses antécédents anticommunistes. Aussi les Etats-Unis sous-estimèrent-ils de manière catastrophique le potentiel de son mouvement en Iran.

Même après la révolution iranienne de 1979, les Etats-Unis et leurs alliés ne se rendirent pas compte que l'islamisme représentait une force dangereuse et incontrôlable. Ils dépensèrent des milliards de dollars pour soutenir, en Afghanistan, un djihad islamiste dont les moudjahidin étaient dirigés par des groupes alliés aux Frères musulmans.

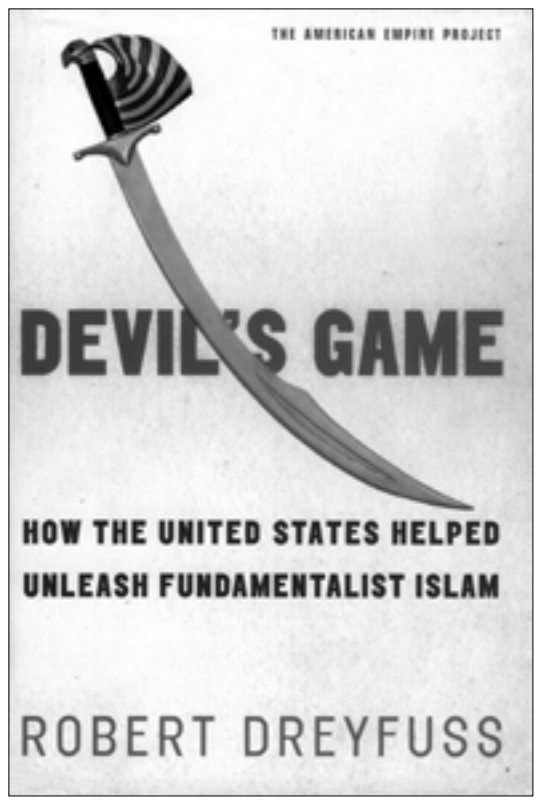
Israël aide à créer le Hamas

Les Etats-Unis laissèrent Israël et la Jordanie aider en secret des Frères musulmans terroristes dans une guerre civile en Syrie, et Israël encourager la propagation de l'islamisme chez les Palestiniens des Territoires occupés, les aidant à créer le Hamas. Et dans les années 1980, les néoconservateurs participèrent aux accords secrets de Bill Casey, directeur de la CIA, avec l'ayatollah Khomeyni.

Dans les années 1990, la guerre froide était terminée. On pouvait douter de l'utilité politique de la droite islamique. Pour certains stratèges, l'islamisme politique était une nouvelle menace. Aux yeux de l'Amérique, ce nouvel «-isme» prenait la place de l'adversaire global qu'avait été le communisme. Mais on exagérait considérablement la puissance de ce mouvement limité aux pays pauvres, sous-développés. Pourtant, du Maroc à l'Indonésie, l'islamisme politique était une force avec laquelle les Etats-Unis devaient compter. La réponse de Washington fut confuse. Pendant les années 1990, les Etats-Unis furent confrontés à une série de crises avec l'islamisme politique. En Algérie, ils sympathisèrent avec les forces montantes de l'islamisme politique uniquement pour encourager les mesures de représailles prises contre eux par l'Armée algérienne. Puis Washington maintint le dialogue avec les islamistes algériens qui donnaient de plus en plus dans le terrorisme. En Egypte, les Frères musulmans et leurs ramifications, qui comprenaient un mouvement clandestin violent, constituèrent une menace considérable pour le régime du président Moubarak et pourtant les Américains songèrent à soutenir les Frères musulmans. Et en Afghanistan, pays anéanti après 10 ans de djihad américain, les talibans obtinrent le soutien précoce de ces derniers. Même lorsque l'Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden prit forme, les Américains étaient de connivence avec la droite islamique au Pakistan, en Arabie saoudite et dans les Etats du Golfe.

Puis il y eut le 11-Septembre.

Après 2001, le gouvernement Bush sembla souscrire à l'idée néoconservatrice que le monde était en proie à un «choc des civilisations» et il déclencha sa guerre globale contre le terrorisme, visant Al-Qaïda, souche la plus virulente du virus que les Etats-Unis avaient contribué à créer. Pourtant, avant, pendant et après l'invasion de l'Irak, pays socialiste et laïque qui s'était longtemps opposé au fondamentalisme islamique, les Etats-Unis soutinrent la droite islamique irakienne, appuyant ouvertement les islamistes chiites irakiens, de l'ayatollah Ali al-Sistani aux partis islamistes radicaux comme le Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak et le Parti de l'Appel islamique (al-Dawa), soutenus tous les deux par les mollahs de Téhéran.» •



Robert Dreyfuss. Devil's Game – how the United States helped unleash fundamentalist Islam. New York 2005. ISBN 0-8050-8137-2.

USCFL: le long bras des Etats-Unis au Liban

ev. Comme dans de nombreux autres Etats, il y a aussi au Liban un réseau serré d'organisations américaines qui opèrent en tant qu'organisations «indépendantes» avec des liens dans les plus hauts services de l'Administration, dans des groupes d'influences spécifiques et dans les services secrets.

Le Comité états-unien pour un Liban libre (USCFL= *United States Committee for a free Lebanon*) est une organisation pro-israélienne, fondée à New York en 1997 par *Ziad K. Abdelmour,* financier et banquier d'investissement. Le «Golden Circle» de cette organisation, (une sorte de direction interne) est formé par les figures de proue des néoconservateurs, notamment *Elliot Abrams, Paula Dobriansky, Douglas Feith, Frank Gaffney, Michael Ledeen, Richard Perle, Michael Rubin* et *David Wurmser* (certains ont quitté l'organisation lors de leur entrée en fonction dans le gouvernement).

Ses objectifs correspondent à ceux du *Project for a New American Century* (PNAC) et de l'*American Enterprise Institut* (AEI). Les acteurs sont liés au *Jewish Institute for National Security Affairs (David Steinmann)* et à l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC). Les rédacteurs du mensuel «Middle East Intelligence Bulletin» publié par l'AIPAC, *Michael Rubin* (qui était conseiller spécial de *Donald Rumsfeld* et de *Paul Bremer*), *Thomas Patrick Carroll* et *Gary C. Gambill* sont apparemment connus pour leurs liens avec la CIA. L'USCFL a été conçu pour jouer, dans sa zone d'action, un rôle équivalent à l'*Iraqi National Congress* d'*Ahmed Chalabi* pour l'Irak et il se considère comme l'organisation la plus importante pour influencer la politique des Etats-Unis au Liban.

L'USCFL n'a jamais fait de mystère de son but principal qui consiste à préparer le renversement du gouvernement syrien. Dans une «pétition» à l'attention de *George W. Bush* et de *Jacques Chirac* le «changement de régime» en Syrie est déclaré comme une obligation absolue. Pour cette raison, l'USCFL qui est notamment en relations avec différents gouvernements et divers services secrets n'a pas seulement soutenu systématiquement le gouvernement Seniora et certains cercles libanais mais – comme l'explique entre autre *Thierry Meyssan* – l'USCFL a augmenté la tension face à la Syrie d'une manière systématique jusqu'à l'extrême. C'est ainsi que l'USCFL diffuse dans les minutes qui suivent l'assassinat spectaculaire de *Rafic Hariri* un communiqué intitulé: «Mettons fin au régime ba'asiste syrien et mettons le président *Emile Lahoud* et les autres fantoches libanais à genoux». L'unique solution pour les Etats-Unis était un changement de gouvernement en Syrie. Du coup, les médias du monde entier connaissaient la direction à suivre.

Lors de l'évaluation des évènements actuels au Liban, il est bon de se rappeler ces faits.

Sources:

United States Committee for a Free Lebanon. USCFL, www.freelebanon.org

wikipedia: http://de.wikipedia.org/wiki/United_States_Committee_for_a_Free_Lebanon

Thierry Meyssan. «Les plans de l'US Committee for a Free Lebanon». www.voltairenet.org/article16475.html

Tom Barry. «On the Road to Damascus? Neo-Cons Target Syria» www.globalpolicy.org/empire/intervention/2004/0308damascus.htm

David Shipler, ancien reporter du New York Times, cite le gouverneur militaire israélien de Gaza se vantant de ce qu'Israël ait expressément financé les islamistes s'opposant à l'OLP:

«Au point de vue politique, les fondamentalistes étaient parfois considérés comme utiles par Israël parce qu'ils étaient en conflit avec les soutiens laïques de l'OLP. Des violences entre les deux groupes avaient lieu parfois en Cisjordanie sur les campus et le gouverneur militaire israélien de la bande de Gaza, le général de brigade Yitzhak Segev m'a dit un jour comment il avait financé le mouvement islamique pour faire contrepoids à l'OLP et aux communistes. Il m'a dit que le gouvernement lui avait accordé un budget et que le commandement militaire remettait l'argent aux mosquées. En 1980, lorsque des manifestants fondamentalistes mirent le feu, à Gaza, aux bureaux du Croissant Rouge dirigé par Haydar Abdel-Shafi, communiste et partisan de l'OLP, l'Armée israélienne n'est pas intervenue. Elle ne l'a fait que lorsque la foule s'est dirigée vers sa maison et qu'elle sembla menacer sa vie.»

Robert Dreyfuss. Devil's Game – how the United States helped unleash fundamentalist Islam. p. 169 s.

Le soutien financier secret des Etats-Unis au gouvernement libanais profite finalement à des groupes extrémistes sunnites

par Seymour Hersh, USA

L'Administration Bush a publiquement promis au gouvernement de Siniora un milliard de dollars d'aide l'été passé. La conférence des donateurs tenue à Paris en janvier 2007, que les Etats-Unis ont aidé à organiser, a donné des promesses d'aide de près de huit milliards de dollars supplémentaires, y compris une promesse de plus d'un milliard de dollars par les Saoudiens. Les Américains ont promis plus de deux cents millions de dollars en aide militaire et quarante millions de dollars pour la sécurité intérieure.

Selon l'ancien haut officiel du renseignement et le consultant gouvernemental des Etats-Unis, les USA ont également accordé un appui secret au gouvernement Siniora. «Nous avons mis en place un plan pour augmenter la résistance des Sunnites face à l'influence chiite, et nous distribuons de l'argent autant que nous pouvons» a dit l'ancien haut fonctionnaire du renseignement. Selon lui, le problème est que cet argent «tombe dans beaucoup plus de poches» qu'ils ne pensent. Il a ajouté: «Dans ce processus, nous sommes en train de financer beaucoup de mauvais gars incontrôlables. Nous n'avons pas la capacité de déterminer et de récompenser les personnes que nous voulons avoir et éviter les autres. C'est une entreprise à très haut risque.»

Les officiels américains, européens et arabes auxquels j'ai parlé, m'ont dit que le gouvernement Siniora et ses alliés avaient permis à une certaine aide de tomber dans les mains de groupes radicaux sunnites émergeants dans la vallée de la Bekaa, au Nord du Liban et autour des camps de réfugiés palestiniens dans le Sud. Ces groupes, bien que de petite taille, sont vus comme un contre poids au Hezbollah mais ils ont, en même temps, des liens idéologiques avec Al Qaeda.

Au cours d'une conversation avec l'ancien diplomate saoudien, celui-ci a accusé *Nasrallah* d'essayer «de pirater l'Etat libanais» mais il s'est dit également opposé au patronage libanais et saoudien des Jihadistes sunnites au Liban. «Les Salafistes sont des malades et ils sont pleins de haine. Je suis totalement contre l'idée de flirter avec eux», dit-il. «Ils détestent les Chiites certes mais ils détestent encore plus les Américains. Si vous pensez être plus malins qu'eux, ils seront finalement plus malins que nous. Ce ne sera pas très beau.»

Alastair Crooke, qui a passé presque trente ans dans le MI6 (service du renseignement britannique) et qui travaille maintenant pour le «Conflicts Forum», un Think tank à Beyrouth, m'a dit: «Le gouvernement libanais est en train de leur ouvrir les portes et cela risque de devenir très dangereux.» Crooke a indiqué qu'un groupe sunnite extrémiste appelé Fatah Al Islam, rejeton du groupe pro-syrien Fatah Al-Intifada, s'est installé dans le camp de réfugiés Nahr Al Bared au Nord du Liban. Le nombre de ses membres en ce moment ne dépasse pas deux cents personnes. «On m'a dit qu'en 24 heures, des personnes se disant représentants des intérêts du gouvernement – vraisemblablement du gouvernement libanais – leur ont proposé des armes et de l'argent pour contrer apparemment le Hezbollah», m'a dit Crooke.

«Les officiels américains, européens et arabes auxquels j'ai parlé, m'ont dit que le gouvernement Siniora et ses alliés avaient permis à une certaine aide de tomber dans les mains de groupes radicaux sunnites émergeants dans la vallée de la Bekaa, au Nord du Liban et autour des camps de réfugiés palestiniens dans le Sud. Ces groupes, bien que de petite taille, sont vus comme un contre poids au Hezbollah mais ils ont, en même temps, des liens idéologiques avec Al Qaeda.»

Le plus grand de ces groupes, Asbat Al-Ansar, est situé dans le camp palestinien de réfugiés d'Ain Al-Hilweh. Asbat Al-Ansar a reçu des armes et des approvisionnements des forces libanaises de sécurité interne et des milices liées au gouvernement Siniora.

Extrait de l'article «Iran-Irak: la volte-face des Etats-Unis», www.europe-solidaire.org/spip.php?article6078

«Bases antimissiles» en Pologne: manifestation de soumission à la puissance hégémonique mondiale?

*par Marek Glogoczowski, Pologne**

En mai 2007, les négociations entre la Pologne et les Etats-Unis, concernant l'installation controversée de bases antimissiles américaines en Pologne ont déjà atteint le stade de discussions de détails, tels que le statut judiciaire du personnel américain de cette future base. Jusqu'à présent la résistance des Polonais contre l'occupation, par l'armée américaine, d'un morceau de leur territoire de la superficie d'environ 250 hectares (2,5 km²), est pratiquement négligeable. Nous avons bien eu de petites manifestations de groupuscules «gauchistes» à Varsovie, et aussi quelques réunions de citoyens plus âgés, notamment à Gdansk, concernés par la perte de la souveraineté polonaise sur une partie de leur territoire. Mais dans notre pays il n'y a eu aucun acte de protestation important, contrairement à la République tchèque, où l'on a organisé des «référendums» dans les villages situés près du site prévu pour les immenses radars qui accompagneront les bases des missiles en Pologne.

Le «silence des brebis» polonais n'a été interrompu que par le directeur de *l'Institut polonais des relations internationales* (PISM), le professeur *Roman Kuzniar,*[1] qui au début de février de cette année a soumis au gouvernement polonais un rapport, initialement confidentiel, démontrant les dangers liés à la construction par les Américains de dix silos contenant des «missiles intercepteurs» sur sol polonais. Seulement quelques jours après la remise de ce document, Kuzniar a été destitué de son poste de directeur de PISM par le Premier ministre *Kaczynski* lui-même. Le 9 février, dans une interview accordée au journal «Zycie Warszawy» *(ZW),* il a énuméré les dangers que le «bouclier antimissile» américain représente non seulement pour la Pologne, mais pour l'Europe tout entière.

Augmenter la sécurité des Etats-Unis au dépens de la sécurité de la Pologne

Selon Kuzniar «le but de ces ‹bases antimissiles› consiste à protéger le territoire des Etats-Unis, mais leur emplacement en Pologne renforcera la sécurité des USA au dépens de la sécurité de la Pologne». D'après lui, la Pologne, en tant que membre de l'OTAN et de l'UE, dispose de garanties de sécurité suffisantes, et l'acceptation de la proposition américaine serait la preuve du manque de confiance en l'Alliance atlantique. Selon lui, la construction complète du «Bouclier antimissile américain», incluant aussi des bases situées en Alaska et en Californie, est prévue pour les années 2025–2030. (La mise en service de la partie située en Europe centrale est prévue pour 2012.) Ce complexe, véritablement «planétaire», est «un bouclier nécessaire pour les missions militaires américaines dans le monde entier. L'idée est de protéger les forces navales, les bases terrestres et les formations mobiles américaines des missiles des états, contre lesquels les USA entreprendront des actions militaires. Les installations en Pologne seront ainsi un élément de l'hégémonie stratégique mondiale des Etats-Unis.»

Dans son interview à *ZW* le professeur Kuzniar a souligné que l'aspiration à l'«hégémonie absolue» est dangereuse, indépendamment du type de régime avec lequel nous avons à faire. «Le pays qui se considère lui-même être une puissance hégémonique, a tendance à organiser des aventures militaires […]. La sécurité absolue d'un pays provoque, malheureusement, un manque de sécurité dans d'autres pays. Le plus fort peut donner des coups à n'importe qui, en restant, lui-même, à l'abri de toute punition. Aucun pays sérieux ne peut l'admettre. Quel sera l'effet d'un tel comportement? Une course aux armements, l'élaboration de techniques qui vont rendre impossible l'hégémonie américaine et le développement de méthodes de la guerre asymétrique.» Kuzniar observe que des politiciens russes parlent ouvertement d'un tel avenir et bien que la Russie ne soit actuellement pas en état de répondre par «des coups symétriques» aux Américains, elle peut facilement prendre des mesures désagréables contre la Pologne, par exemple en trouvant des vers dans la viande importée de notre pays. (En effet, la Russie a interdit toute importation de viande polonaise à la fin de l'année 2005, à la suite de la publication des plans américains d'installer ses bases antimissiles en Pologne.)

«Le 26 mai, la presse locale de Gdansk – et seulement de Gdansk – a divulgué, que l'emplacement le plus probable de ces 10 bases antimissiles sera le *Postolowo Golf Club,* situé à environ 30 km au sud de Gdansk! Ce site, dont le choix va être confirmé officiellement en juin, se trouve à peine à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest du croisement de l'autoroute A1 (en construction) entre Gdansk et le sud de l'Europe, et la ‹grande route›, dont la construction a été commencée par Hitler, entre Berlin et Königsberg (Kaliningrad) en Prusse-Orientale. Ce qui fait penser qu'une base américaine, dans ce point vital, n'aura pas pour but qu'une protection contre ‹les cosmites› …» *Marek Glogoczowski*

Partie d'un plan d'encerclement de la Russie

Il est évident qu'un lancement de missiles intercepteurs depuis le territoire polonais impliquerait automatiquement la Pologne dans une guerre, sans que le gouvernement du pays n'en ait eu connaissance auparavant. De plus, la population de la Poméranie, qui se trouve à proximité de ces bases, risque la chute sur leurs maisons et leurs têtes de morceaux de fusées détruites par ces missiles, et les impacts des missiles ennemis ayant raté leurs cibles formées par les bases de lancement des missiles américains. Kuzniar considère – comme chaque personne ayant un peu de bon sens – que les explications américaines comme quoi ces bases antimissiles sur territoire polonais sont dirigées contre les états «voyous» tels que la Corée du Nord ou l'Iran sont absurdes. Il est évident que ces bases, situées à moins de cent kilomètres de la frontière actuelle de la Russie, sont prévues comme un élément d'«encerclement» de ce pays: Rappelons aussi qu'à Burgas en Bulgarie et à Constanza en Roumanie les Etats-Unis ont ouvert récemment des bases navales, dont chacune peut accueillir quelque milliers des soldats.

Il est intéressant de noter que, bien que les médias polonais se plaignent constamment de l'«embargo» russe sur la viande en provenance de la Pologne et de «l'arrogance» du gouvernement russe, qui proteste contre l'installation de missiles intercepteurs américains en Pologne, ils passent sous silence que ces deux sujets sont étroitement liés. Les conséquences de la publication dans la presse locale de Varsovie de l'interview du professeur Kuzniar, n'ont été que brièvement mentionnées dans les médias dit «libres», puis rapidement oubliées. Un tel entraînement du «cortex non associatif» des consommateurs de la propagande, a déjà amené à une situation grotesque: le 17 mai, Mme *Anna Fotyga*, actuelle ministre des Affaires étrangères, a annoncé dans un bref interview à la télévision polonaise que le gouvernement russe a déclaré *une guerre ouverte* contre la Pologne en refusant d'acheter la viande polonaise. Ce n'était pas un hasard que la ministre Fotyga ait fait une telle déclaration ce jour-là: le même jour le chef de la Commission européenne *José Miguel Barroso* et la chancelière allemande *Angela Merkel,* sont arrivés en Russie et la télévision polonaise a spéculé avec enthousiasme que, suite à l'embargo sur la viande polonaise – et l'obligation, évidente, de la «solidarité» avec la Pologne – le nouveau traité entre l'UE et la Russie ne serait pas signé.

Enfoncer un coin entre la Russie et l'UE

Ainsi nous pouvons observer comment, grâce à la simple et peu coûteuse proposition d'installer une relativement petite partie du bouclier anti-missile sur le territoire de la Pologne, les guerriers globaux américains ont obtenu des résultats qu'ils n'auraient que difficilement pu atteindre avec un simple missile à plusieurs têtes nucléaires:

Premièrement, ils ont freiné la collaboration entre l'UE et la Russie, qui s'était développée pendant ces dernières années. Une telle collaboration risquait de limiter l'hégémonie américaine en Europe occidentale.

Deuxièmement, les Etats-Unis sont parvenus à créer un climat de suspicion et de manque de confiance entre les «vieux» pays de l'UE, comme l'Allemagne, et les «nouveaux», comme la Pologne, qui est sans hésiter prête à accepter un nouvel ensemble d'installations militaires américaines indépendantes de l'OTAN. Ces nouvelles bases se situent exactement au centre du «couloir» qui relie l'Europe occidentale à l'Eurasie. (Gardons aussi en mémoire que les radars «entièrement américains», qui vont servir les bases antimissiles au Nord de la Pologne, seront placés sur le territoire de la République tchèque, à plus de six cents kilomètres de la Poméranie!)

Troisièmement, par une acceptation inconditionnelle de la proposition américaine de céder (pour l'éternité?) quelques kilomètres carrés de sol polonais, les gouvernements consécutifs de la Pologne, issus de la «Solidarité» des années 1980, se trouvent dans la position d'un chien bien dressé qui a pris l'habitude de suivre sans hésitation les ordres de son maître. La petite clique de ces gouvernants sera donc prête de remplir à l'avenir, sans aucuns remords, des tâches nocives non seulement pour les Polonais et les Russes, mais aussi pour les populations d'Europe occidentale.

Quatrièmement, l'augmentation manifeste des tensions entre Varsovie et Moscou accentuera encore plus l'hostilité des Polonais envers les «Russes», un sentiment que les Polonais ont hérité comme un «fardeau génétique» des hostilités, déjà millénaires, entre les églises catholique et orthodoxe. Dans cette situation le danger est grand que la classe politique polonaise s'attache encore plus à son «maître» d'Outre-Atlantique, car ces politiciens sont considérés par certains Européens comme les «‹ânes› de Troie des Etats-Unis» (M. *de Villepin,* ancien ministre français des Affaires étrangères), et les Russes sont devenus des «ennemis qui font la guerre à la Pologne» (selon la ministre Fotyga citée plus haut, affirmation relayée pendant deux jours par tous les médias polonais). Pour assurer sa «survie politique», cette caste n'hésitera pas à exporter de la «chair à canon» dans tous les coins du monde, afin de participer aux conflits organisés par la puissance hégémonique mondiale.

Des «coups» ouverts et dissimulés assener par les USA

Pourquoi nos «alliés» américains assènent-ils systématiquement des «coups» tant ouverts (bombardements de l'Afghanistan, de l'Irak, etc.), que dissimulés («révolutions de couleurs»), à un grand nombre de nations de notre planète, y compris aux Etats-Unis (cf. les évènements du 11-septembre)? En 1999 déjà, le docteur *Marek Edelman* a donné une réponse en proposant publiquement – pendant la grève des médecins polonais – une méthode efficace pour assurer la docilité du personnel des hôpitaux: «Le personnel doit être tenu en état d'effroi. Tous les quelques mois, il est nécessaire de virer quelqu'un pour donner l'exemple. Ce n'est pas important si cette personne est coupable ou non.»

Une telle «sagesse de propriétaire d'esclaves», émise par un des conseillers pour les Affaires européennes du président Clinton (qui lui a facilité la décision des «bombardements amicaux» de la Yougoslavie pendant trois mois en 1999), a été reprise par le «Daily Telegraph» l'année passée. Ne nous étonnons donc pas, que la puissance hégémonique mondiale se comporte en concordance avec cette «recette à succès» du docteur Edelman, qui était médecin-chef d'un des hôpitaux de Varsovie en Pologne socialiste. (Et, en 1943, pendant l'insurrection du ghetto de Varsovie, il s'est illustré comme le dernier chef de la résistance armée juive.)

Ceci suggère, que jusqu'au moment, où nous serons capables de tenir en échec cette puissance hégémonique mondiale – qui, depuis plus de deux siècles, assène toutes sortes de «coups» à ses voisins – nous ne pourrons pas dormir tranquillement. Si nos amis américains ne parviennent pas à abandonner les «recettes» fournies par le docteur Edelman (un nom qui signifie «homme noble»!) et ses successeurs, les débris des missiles intercepteurs vont tomber, tôt ou tard, non seulement sur nos habitations, mais aussi sur nos têtes.

Post scriptum: Fin mai les agences de presse ont rapporté que les Démocrates, qui dominent le Congrès américain, ont coupé pour la seconde fois les fonds destinés au programme du bouclier antimissile mondial, y compris 160 millions de dollars prévus pour les bases en Pologne. Mais aussitôt que le gouvernement polonais aura accepté officiellement la proposition américaine, le président Bush s'adressera une fois de plus au Congrès pour obtenir les fonds nécessaires à sa construction. •

---

* *Marek Glogoczowski, écrivain polonais, physicien et géophysicien, enseigne actuellement la philosophie à l'Académie pédagogique de Poméranie (www.zaprasza.net/mglogo).*

[1] *Roman Kuzniar* est professeur de sciences politiques à l'Université de Varsovie et un proche ami de l'auteur de ce texte. En été 2000 nous avons gravi ensemble une arrête très difficile, le *Zmuttgrat* du Cervin (4478 m), dans les Alpes valaisannes.

Terrain(s) – De Solférino à Guantanamo

Exposition photographique du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

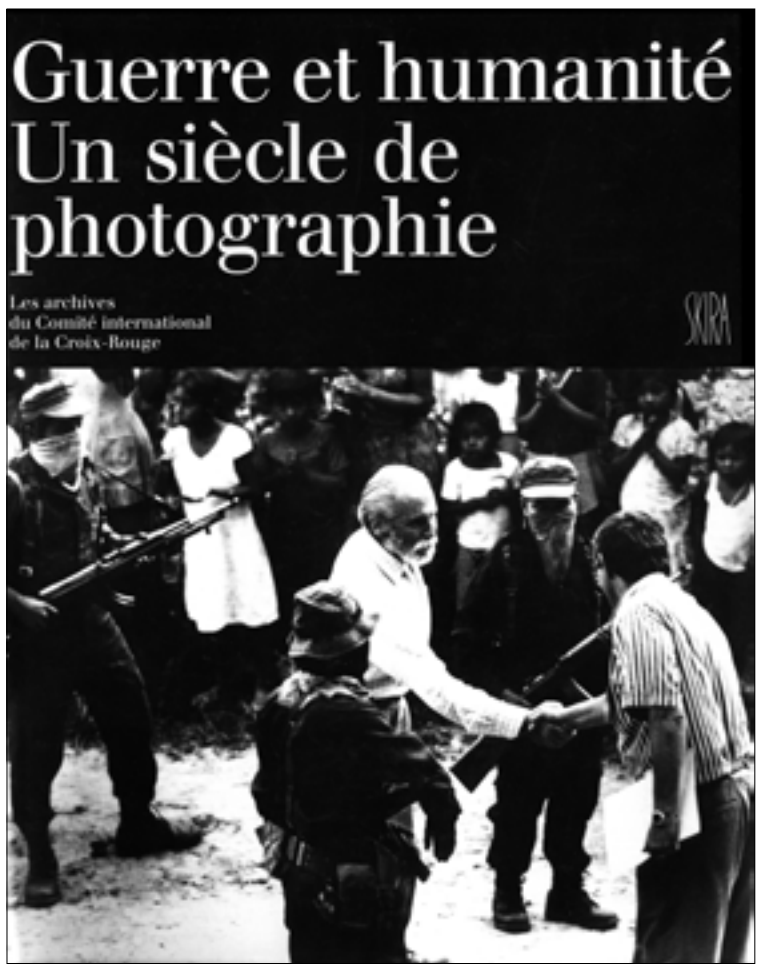
par Urs Knoblauch, Suisse

Le *Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge* à Genève montre assez souvent dans ses salles d'exposition de très précieuses expositions spéciales au sujet du CICR. Dernièrement, on a pu visiter l'exposition documentaire impressionnante «Cambodge, 1975/1979 – chroniques d'un génocide». Presque un quart de la population originelle, plus de 1,7 millions de Cambodgiens ont perdu leur vie lors de ce génocide meurtrier. Dans le pays aujourd'hui déchiré, on essaie – outre la reconstruction – de faire des efforts pour juger les responsables encore en vie pour rendre un peu justice aux victimes dans leur souffrance.

Avec l'actuelle exposition photographique «Terrain(s) – De Solférino à Guantanamo», qui est ouverte jusqu'au 29 juillet, le visiteur a l'occasion de prendre connaissance des vastes archives photographiques du CICR. Ce trésor de plus de 110 000 photographies et de documents illustrés a été collectionné dans toutes les régions de conflit depuis la fondation de la Croix-Rouge. Ce matériel a une importance immense à des fins scientifiques, pour l'histoire du Mouvement de la Croix-Rouge et pour l'historiographie. C'est un hasard de l'histoire et de l'époque moderne que la naissance de la Croix-Rouge en 1863 ait eu lieu en même temps que les premiers succès des pionniers de la photographie. Depuis lors, l'histoire de la photographie a développé une dynamique incroyable. On peut recommander cette exposition tout spécialement aux écoles. En 1995, l'excellent livre de photographie «Guerre et humanité – un siècle de photographie» a été publié avec une conception semblable à celle de l'exposition. Bien que les photographies n'aillent pas jusqu'à Guantanamo, le livre peut servir de catalogue de l'exposition et donne de précieux aperçus.

La photographie – vérité historique et compassion

Surtout de bonnes photographies documentaires peuvent éveiller la compassion pour les souffrances et la misère des victimes de guerre et accroître les forces pour le rapprochement des peuples, la non-violence et la paix. A côté des informations historiques, les 88 photographies choisies pour l'exposition touchent le contemplateur et donnent des aperçus de l'aide multiple de la part de la Croix-Rouge. Les photographies ont été choisies afin que la dimension humanitaire et les faits historiques, présentés à côté des atrocités de la guerre, donnent de l'espoir aux hommes. La force des images authentiques et d'une presse indépendante est connue, elles ont par exemple contribué à la fin de la guerre du Vietnam. Mais elles aident aussi les collaborateurs de la Croix-Rouge dans le monde entier pour documenter leur aide aux victimes de la guerre. L'organisation chronologique de l'exposition guide le spectateur à travers les domaines centraux des activités du CICR, des acquis des droits de l'homme et du droit humanitaire: l'aide aux blessés, la protection des prisonniers de guerre, le regroupement de familles déchirées, le soutien de la population civile. Chaque photographie raconte une autre histoire et fait référence à un article du droit humanitaire, des Conventions de Genève ou de la Haye et touche notre compassion. Une photographie datant de 1902 montre un groupe de personnel sanitaire sur le pont d'un navire lors de la guerre des Boers, d'autres photographies montrent les visites chez des prisonniers politiques, par exemple à Santiago du Chili en 1976, ou un enfant victime d'une mine antipersonnel à Sarajevo en Bosnie-Herzégovine en 1997; la violence physique lors de la guerre en Sierra Leone et des photographies bouleversantes de la population civile apeurée. Depuis sa fenêtre, une femme observe l'invasion des troupes américaines à Bagdad en 2003. Les images et histoires éveillent la compassion et l'impulsion humaine de venir au secours et d'aider, de soutenir le CICR et de contribuer à la paix. A juste titre, l'exposition a comme devise: «Nul doute que l'action humanitaire ne serait pas la même sans la photographie, sans cette force qui suscite instantanément l'émotion, sans ce témoignage de la réalité que ne peuvent rendre les mots.»



Genève 1995. ISBN 2-605-00293-4

Il faut arrêter la folie des guerres

Ce sont surtout la population civile et les enfants qui sont concernés par l'actuelle folie des guerres, notamment dans les pays les plus pauvres. Les traités de droit international sont violés de sang froid. Aujourd'hui, 90% des victimes des guerres sont des civils – des citoyens, des êtres humains faisant partie de la famille des humains vivant sur notre globe! Des hôpitaux, des écoles, des infrastructures indispensables et des biens culturels sont détruits. Grâce aux photographies, le visiteur est touché par chaque destin humain. On se souvient de la fameuse exposition itinérante «The Family of Man» après la Seconde Guerre mondiale et on commence à réfléchir. On se demande: où en est le monde civilisé aujourd'hui, quel rôle effroyable les nations industrialisées et les alliances de guerre jouent-elles, comment traitons-nous nos semblables qui sont aussi des enfants de toute la famille humaine? Les professeurs et parents sont incités à poser la question: Qu'apprenons-nous à nos élèves et à nos enfants pour leur vie? Suffit-il d'avoir le savoir technique, d'aspirer au succès dans son métier sans lignes directrices intérieures, personnelles et éthiques et sans rapport avec le bien commun? Il y a des questions comme: pourquoi verser de plus en plus de millions au complexe militaro-industriel? Est-ce qu'on ne doit pas plutôt investir ces quantités d'argent de l'économie nationale dans les besoins de base urgents, dans l'économie de la paix et dans les activités du CICR? Le visiteur se rend également compte que le travail nécessaire et urgent du CICR – par exemple dans la guerre en Irak contraire au droit international – est rendu difficile, parce que la protection des collaborateurs du CICR nécessite de grands efforts dont on aurait absolument besoin ailleurs. C'est également le grand mérite de l'exposition de mieux faire connaître les intentions du CICR et les droits de l'homme ainsi que le droit humanitaire en vigueur, valables pour tous les hommes et toutes les nations. La Suisse y apporte une vraie contribution humanitaire. Surtout la plus jeune génération a besoin de tels modèles. Mais toutes les autres parties contractantes nationales sont également rappelées à leur devoir de répandre le contenu des conventions. Les Conventions de Genève stipulent notamment: «Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de la population, notamment des forces armées combattantes, du personnel sanitaire et des aumôniers.» L'exposition photographique du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge y apporte une contribution importante. •

Informations sur l'exposition:
Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 17 Avenue de la Paix, CH-1202 Genève, ouvert tous les jours de 10h à 17h, sauf le mardi, tél.: +41 22 748 95 06, fax: +41 22 748 95 28, *www.micr.org*

Pacifistes acquittés

dw. MM. *Toby Olditch* et *Philip Pritchard* furent arrêtés le 18 mars 2003, alors qu'ils essayaient de saboter des moteurs de bombardiers B 52 américains à l'aide de petits morceaux métalliques, sur une base aérienne britannique. La façon de procéder des deux étant apparente, il n'y avait eu à aucun moment danger pour les équipages. Les avions étaient destinés à des interventions aériennes sur le territoire irakien, action qui fut en effet exercée deux jours plus tard en employant des bombes à fragmentation et de la munition à UA (uranium appauvri). Les deux hommes furent donc accusés de tentative de sabotage. Des groupes tels que le CND (*Committee for Nuclear Disarmement*), *Greenpeace*, les Verts, le CAAT (*Campaign against the Arms Trade*) et le CAAB (*Campaign for the Accountability of US Bases*) organisèrent aussitôt des actions pour assurer le financement des frais d'avocats pour les défendre. Le procès commença le 14 mai 2007. Le 22 mai, les deux accusés furent remis en liberté après un verdict de non-lieu prononcé par les jurés. En Angleterre, au cours du résumé final d'un procès, le juge pose des questions aux jurés dont les réponses décident de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé. Ces questions sont particulièrement intéressantes puisqu'elles résument les aspects juridiques importantes d'un cas. Le résumé du juge, dans le procès Olditch-Pritchard, est particulièrement intéressant puisqu'il confirme qu'il est de droit de recourir à la violence (contre les choses) si elle a comme but d'empêcher un crime de guerre et qu'il admet que l'emploi de munitions UA et de bombes à fragmentation peut en effet constituer un crime de guerre. Voici quelques phrases décisives tirées du résumé du juge:

«Il n'est pas nié que les deux (accusés) soient convenus d'endommager la propriété d'autrui; la question qui se pose est alors de savoir si cela relève de la pure déprédation, restant ainsi sans légitimation, et c'est au procureur de démontrer que l'action des deux accusés reste sans légitimation de droit (lawful excuse). Il existe deux légitimations de droit applicables à ce cas. Il y a, d'un côté, la protection de la propriété et, de l'autre, le recours à la violence pour empêcher un crime de guerre.» Le juge délibère ensuite sur la question de la protection de la propriété, arrivant à la conclusion que cette protection-là s'étendrait en effet aussi à celle de propriétés situées à Bagdad; il continue ainsi: «Est-ce que les deux accusés ont eu recours à la violence appropriée pour empêcher un crime de guerre? Ce raisonnement-là n'est applicable que si quelqu'un recourt à la violence pour empêcher un crime et dans une mesure qui soit appropriée aux circonstances.

Un crime de guerre, susceptible de se faire sur un territoire étranger, peut s'identifier à un tel crime puisqu'il représente un crime qui est soumis à la poursuite par un tribunal britannique. Le parti accusant concède que les deux accusés, au moment de se mettre d'accord pour passer à des actes de sabotage, le faisaient honnêtement motivés par l'idée qu'en effet ils assistaient à la préparation d'un crime de guerre. Pour recourir de droit à la violence pour empêcher un crime

- les accusés devaient se limiter à des dégâts nécessaires pour empêcher le crime;
- les dégâts causés par les accusés devaient, selon l'estimation des jurés, être appropriés à la situation telle qu'elle se présentait aux accusés;
- les accusés devaient honnêtement être persuadés que les dégâts planifiés étaient susceptibles d'empêcher la perpétration du crime.

Si vous (les jurés) êtes persuadés que la réponse à l'une de ces questions est négative, le raisonnement ne peut pas être accepté. Si, au contraire, la réponse à toutes les questions pourraient être positive, il vous incombe à prononcer le verdict: innocents».

Or, les jurés ont prononcé leur verdict d'acquittement à l'unanimité. Le parti accusant ne peut recourir contre ce jugement que s'il s'avérait que le résumé du juge était erroné, le recours contre le jugement des jurés étant par principe exclu. Puisque apparemment le parti accusant a renoncé à un tel recours, on peut en déduire que le résumé de la situation juridique fut correct. •

El «escudo antimisiles» ¿Un entrenamiento en obediencia al dominador global?

por Prof. Dr. Marek Glogoczowski, Polonia

En las negociaciones polaco-americanas sobre el emplazamiento del discutido «escudo antimisiles» americano en suelo polaco, según información de la prensa, se trataron detalles muy sutiles como la situación del personal americano en las bases, con respecto al derecho civil en Polonia. Hasta ahora, es limitada la resistencia frente a la planeada ocupación por la armada americana de una franja relativamente angosta de territorio, en una zona apartada del norte polaco (unas 250 hectáreas, 2,5 kilómetros cuadrados). En Varsovia hubo pequeñas manifestaciones de grupos de jóvenes de «izquierda», en Gdansk y en otras ciudades algunos encuentros de gente mayores de edad preocupados por mantener la soberanía polaca. Pero, en mi país, no tuvieron lugar grandes movimientos y referéndums como en los pueblos de la República Checa, cercanos al lugar donde se planeaba instalar un gigante sistema americano de radares. Es evidente que Polonia tiene la «libertad» de callar.

El «Silencio de los corderos» polaco fue interrumpido por Roman Kuzniar, director del *Instituto Polaco para asuntos Internacionales* (PISM), quien, a principios de febrero de este año, presentó al gobierno un informe secreto sobre los peligros que significa el aceptar la propuesta americana de emplazar diez silos «antimisiles» en suelo polaco. Pocos días después de entregar este informe, el presidente polaco *Jaroslaw Kaczynski* destituyó personalmente a Kuzniar de su puesto de director del PISM. En un reportaje en la revista *Zycie Warzawy* (ZW) del 9 de febrero, Kuzniar ennumeró los peligros que origina la instalación del «escudo antimisiles», no sólo para Polonia sino también para el resto de Europa.

Aumentar la seguridad americana a costas de la seguridad en Polonia

Según Kuzniar, «ese escudo sirve de protección al territorio americano y la instalación de esa planta en Polonia aumentaría la seguridad americana a costas de la seguridad de Polonia». Como miembro de la OTAN y la UE, Polonia dispone de suficientes garantías de seguridad, o sea que el aceptar la propuesta americana significaría una falta de confianza hacia la alianza noratlántica. Él supone que el sistema propuesto por los americanos, con bases en California y Alasca, estará listo en su totalidad entre los años 2025–2030. (El sector europeo podría ya estar funcionando en 2012). Ese complejo militar, realmente «global», «es un escudo necesario para las operaciones militares americanas en todas las regiones de la tierra. La idea es, proteger la marina americana, las bases militares y las unidades móbiles de los misiles provenientes de los estados que EEUU ataca militarmente. Las bases en Polonia serían un elemento más de la hegemonía estratégica americana en el mundo.»

En su reportaje en el ZW, el Prof. Kuzniar afirmó que es peligroso el perseguir una «hegemonía absoluta», igual de qué régimen se trate. «El poder que se acumula con una hegemonía segura, tiene la tendencia a desembocar en aventuras militares […] La seguridad absoluta de un país provoca, desgraciadamente, una falta de seguridad en los otros paises. El más poderoso puede así atacar a cualquiera quedando impune. ¿Cuál va a ser el efecto de un procedimiento tal? Una carrera armamentista y el desarrollo de técnicas para evitar la hegemonía americana, el desarrolo de métodos de la guerra asimétrica». Kuzniar señala que políticos rusos hablan abiertamente sobre un futuro tal, y si bien Rusia hoy no está en condiciones de realizar «ataques simétricos» contra los americanos, puede en cambio tomar medidas muy desagradables en contra de Polonia, como prohibir la importación de carne polaca. (Efectivamente, la prohibición de la importación de carne comenzó a fines de 2005, poco después de que se publicaron los planes americanos de instalar silos «antimisiles» en Polonia.)

Parte de un plan para cercar a Rusia

Naturalmente el lanzamiento necesariamente rápido de antimisiles desde suelo polaco, sin el control de Polonia, significaría que Polonia estaría involucrada en una guerra antes de que lo supiera el gobierno. Además, en las regiones del norte, donde se instalarían las bases, la población estaría en peligro, tanto por los restos de los misiles que caerían sobre sus cabezas y sus casas al ser destruídos por los antimisiles, como por los misiles enemigos que no alcanzan el destino deseado (los silos americanos). Para Kuzniar, como para cualquiera con sentido común, resulta absurda la excusa americana, que asegura que los silos antimisiles en suelo polaco están dirigidos hacia estados «parias» como Corea del Norte o Irán. Por supuesto que están dirigidos hacia Rusia, como parte del plan de «cercar «ese país «en potencia paria»: Vale recordar, que nuestros «aliados» en Burgas (Bulgaria) y en Constanza (Rumania) no hace mucho que han instalado grandes bases para la Marina con capacidad para varios miles de soldados.

«Con respecto al escudo antimisiles, la prensa local de Gdansk informó el 26 de mayo, que seguramente será instalado en Pomaria (es decir en la región de Gdansk). Lo más probable es que sea cerca de «Postolowo Golfclub», a unos 25–30 kilómetros al sur de Gdansk, es decir a unos diez kilómetros de distancia de la autopista A 1 (Gdansk-Lodz y el sur de Europa) y de la autopista próximamente transitable, de Berlín a Königsberg (Kaliningrad) que lleva hacia la antigua Prusia. Esta autopista se comenzó a construir en la época de Hitler. El lugar definitivo será dado a conocer oficialmente el mes próximo.»

Marek Glogoczowski

Es interesante, que, si bien los medios en Polonia constantemente protestan por el embargo ruso contra la carne polaca, y por la «arrogancia» de las objeciones de los rusos contra la instalación de silos americanos con enormes misiles sobre suelo polaco, se guarda silencio sobre el hecho de que los dos temas están ligados entre sí. El corto episodio del reportaje al Prof. Kuzniar en la prensa de Varsovia, ya ha sido «olvidado». Tal training cerebral entre los consumidores de la propaganda medial polaca, llevó a una cómica situación: La actual ministra del Exterior *Anna Fotyga* dijo, el 17 de mayo, en un corto reportaje televisivo en la calle, que el gobierno ruso ha declarado abiertamente la guerra a Polonia. La prueba está que Rusia se niega a comprar carne con el sello «proveniente de Polonia». No es casualidad que la ministra Fortyga haya elegido el 17 de mayo para esa declaración: Ese mismo día el presidente de la comisión de la UE, *José M. Barrosso*, viajó a Rusia junto con la canciller *Angela Merkel*, y la televisión polaca especulaba que a causa del embargo contra la carne de Polonia no se firmó el contrato de cooperación entre Rusia y la UE.

La razón para este sabotaje es que los paises de la UE tienen la obligación de ser «solidarios» con los nuevos miembros del este.

Cuña entre Rusia y UE

Podemos ver cómo los guerreros globales americanos gracias a una propuesta simple, de bajos costos, de instalar un «escudo antimisiles» relativamente chico sobre suelo polaco, logran cosas que con los misiles atómicos corrientes hubieran sido difícil de alcanzar:

Primero, lograron evitar la continuidad de la cooperación entre Rusia y UE que amenazaba reducir el control americano sobre Europa occidental.

Segundo, EEUU logró crear un clima de desconfianza y sospecha entre los «viejos» miembros de la UE como Alemania y la «nueva» Polonia que acepta que se instalen, cerca del límite entre los dos paises, las próximas generaciones de bases americanas, independientes de la OTAN. Estas bases están ubicadas justo en el medio del «Corredor» que une a Europa occidental con Euroasia. (No olvidemos la estación de radar «puramente americana» en la República Checa, que está conectada con la base en el Polo norte a sólo 600 kilómetros de distancia.)

Tercero: A través de la completa aceptación de la propuesta americana, de entregar un par de kilómetros cuadrados de suelo polaco (¿para siempre?) el gobierno polaco «Solidarnosc» se pone en el rol del perro amaestrado que, sin vacilar, obedece las órdenes de su amo. En el momento que la élite gobernante de mi país se haya acostumbrado a estas reacciones, no dudará en dañar no sólo Polonia y Rusia sino también la población de Europa occidental si así lo desea su «amo».

Cuarto: el actual crecimiento de las tensiones entre Varsovia y Moscú va a acentuar la hostilidad de los polacos frente a los rusos, un sentimiento que los polacos han «heredado» del antagonismo entre la iglesia católica y ortodoxa. En esta situación – los europeos occidentales nos ven como «los troyanos idiotas de EEUU» (así el ministro francés *Villepin*), a los rusos se los ha estilizado como el «enemigo» (véase la opinión de la ministra Fotyga, emitida ya dos días consecutivos en todos los noticieros de la televisión) – la casta gubernamental de la Polonia «libre» va a estar obligada cada vez más a seguir a sus amos americanos. Y por supuesto, para que esta casta pueda sobrevivir, hay que enviar carne de cañón hacia todos los lugares en el mundo, para ser partícipes de los conflictos organizados por quien nos domina.

Golpes abiertos y encubiertos de EEUU

¿Porqué reparten nuestros «aliados» americanos, sistemáticamente, tanto golpes abiertos (bombardeo en Afganistán, en Iraq, etc.) como encubiertos («revoluciones de color») contra tantas naciones en el mundo inclusive la misma EEUU (ver 11 de setiembre)? La respuesta la tenemos del *Dr. Marek Edelman*, quien manifestó en 1999 cómo asegurar la docilidad del personal en los hospitales polacos, que en ese momento estaba en actitud de protesta: «Al personal hay que mantenerlo con miedo. Cada dos meses, alguien debe ser despedido para que sirva de ejemplo. Igual si esa persona es culpable de algo o no.»

Estas «instrucciones de tratante de esclavos» de un importante consejero de *Clinton* para política europea (¡recordemos el «bombardeo amistoso» de Yugoslavia de tres meses en 1999!) se publicaron el año pasado en el «Daily Telegraph» británico. Por eso, no es de asombrarse que los dueños globales americanos actúen de acuerdo a la «receta» del Dr. Edelman. Edelman era director de un hospital en Varsovia en la época del socialismo en Polonia (y anteriormente, en la Segunda guerra mundial, se estilizó como comandante del levantamiento judío en el gueto de Varsovia de 1943). Esto significa que no vamos a poder dormir tranquilos mientras no seamos capaces de mantener en jaque al que se ha declarado por sí mismo como dominador global, y que desde hace doscientos años reparte golpes sin parar a todos los vecinos. Si nuestros amigos americanos no se distancian de las recetas del Dr. Edelman y sus seguidores, tarde o temprano, los restos de los «misiles-antimisiles» van a caer no sólo sobre nuestros hogares sino también sobre nuestras cabezas.

PS (17 de mayo): Según los últimos informes de AP, la mayoría demócrata en el parlamento americano ha reducido por segunda vez el monto para la financiación del escudo antimisil, incluyendo los 160 millones de dólares para financiar las bases en Polonia. Pero el problema no está aún resuelto. En el momento en que el gobierno polaco oficialmente acepte la propuesta americana, el presidente *Bush* va a intentar nuevamente conseguir la financiación en el congreso. •

(Traducción *Horizons et débats*)

Un llamamiento urgente Iraq necesita ayuda

hd. A causa de la caótica situación en Iraq y la catástrofe humana que está sufriendo la población civil, en especial los niños, los miembros de la redacción de Horizons et débats hacemos un pedido a los hospitales suizos y extranjeros para que aporten una ayuda urgente. Así, cada hospital podría ofrecer atención médica por lo menos para un niño acompañado de un familiar, preferentemente su madre.

Con este llamamiento nos dirigimos también a escuelas en Suiza y en otros paises europeos (particularmente Alemania y Austria) para que pongan a disposición un lugar para un jóven iraquí. Para un niño traumatizado por años de guerra, que ha perdido a su padre, o incluso a su padre y a su madre, el ser aceptado en una escuela en otro país sería una bendición. Significaría darle una posibilidad de sobrevivir, de continuar su formación escolar y, para su país, una contribución a un mejoramiento de su situación. Por otro lado, para los maestros y los alumnos sería una oportunidad de ayudar espontáneamente a un niño que viene de un país en guerra, y a la vez dar impulso a un compromiso humanitario y profundizar la solidaridad entre los dos paises. El prestar ayuda al necesitado es inherente a la naturaleza humana. Particularmente Suiza, un país neutro y de tradición humanitaria debe estar dispuesta a colaborar en este sentido.

El conde Hans-Christof von Sponeck, Ex-Secretario general adjunto de las Naciones Unidas y la Dra Eva-María Hobiger (Gesellschaft für Österreichisch-Arabische Beziehungen – Asociación para las relaciones austro-árabes) que están contactados con grupos iraquíes en el interior y en el exterior del país, están dispuestos a ayudar como intermediarios.

Nuestro propósito es encontrar también en Suiza, una instancia con experiencia que opere como intermediaria de confianza.

Para la realización de este proyecto pedimos el apoyo de todos nuestros lectores.

A penas tengamos estos puntos resueltos, les informaremos a través de nuestra página en internet así como en nuestra próxima edición. •

Proposiciones concretas por favor remitirlas a la redacción de Horizons et débats,
Tel: +41 44 350 65 50, e-mail: *hd@Zeit-Fragen.ch*

Nanotechnologie: la boîte de Pandore

par Katrin Schauberger, Suisse

Depuis quelque temps, la publicité vante des produits à nettoyer sur la base de nanoparticules: «Plus jamais nettoyer grâce à la nanotechnologie», «Effets favorables à l'environnement grâce au nano», «Moins de détergents grâce à la nanotechnologie». Les producteurs nous promettent un avenir sans nettoyage mais sans mentionner les grands risques et les réactions secondaires inquiétantes de ces produits. Pourtant, ceux-ci sont dangereux.

L'année passée, les nettoyants «Magic Nano Glas- und Keramik-Versiegler» et «Magic Nano Bad- und WC-Versiegler» ont disparu des rayons des supermarchés après que plus de 100 cas d'intoxication, d'essoufflement grave, de maux de tête, de frissons et même d'œdèmes pulmonaires aient été constatés chez les utilisateurs de ces produits.[1]

Ces produits vitrifient la surface des lavabos, des planchers, des voitures, etc. grâce aux nanoparticules de dimension microscopique (nano, grec: nain). Selon les producteurs, la saleté dégouline et un nouveau nettoyage ne sera plus nécessaire. Avec de tels arguments les producteurs cherchent à trouver preneurs pour leurs produits.

Des scientifiques reconnus considèrent pourtant la nanotechnologie comme un risque énorme et préviennent des conséquences qui ne sont pas encore prévisibles.

A cause de leur réduction artificielle, les nanoparticules pénètrent plus facilement dans les cellules, le tissu et les organes et y causent des dégâts énormes: «Plus elles sont petites, plus elles sont nuisibles».[2]

Selon *Harald Krug*, toxicologue environnemental au *Forschungszentrum Karlsruhe,* le plus grand potentiel de risque pour la santé représente l'inhalation des nanoparticules ou leur absorption à travers la peau; par exemple comme effets secondaires des sprays ou des produits à nettoyer.[3] A travers les poumons, les nanoparticules peuvent se disperser dans tout le corps, ainsi que le montrent les études réalisées par le groupe de chercheurs réunis autour de *Peter Gehr* de l'Institut d'anatomie de l'Université de Berne.[4] Les nanoparticules pénètrent dans les organes, le tissu et les cellules, mais ne peuvent pas y être dégradées ou isolées.

Lors des études expérimentales à l'université de Rochester, on a exposé des rats aux nanoparticules qu'ils ont inhalées. On a pu prouver que ces particules peuvent parvenir au cerveau en suivant le trajet du nerf olfactif. Autrement dit, ces particules peuvent sans problème traverser la barrière hémato-encéphalique qui protège le cerveau. «Compte tenu du fait que les nanoparticules ne soient pas arrêtées par la barrière tissulaire, l'accès au fœtus en franchissant la barrière placentaire devrait être possible.»[5] La toxicité des nanoparticules est prouvée, ces particules peuvent causer des transformations de l'ADN, c'est-à-dire du patrimoine génétique, des troubles fonctionnels du noyau cellulaire ou même la mort cellulaire.[6]

Ce n'est pas par hasard que *Swiss Re,* une des plus grandes sociétés mondiales de réassurance, estime que la nanotechnologie représente un risque immense pour l'humanité: «Au cours de l'évolution, l'humanité n'était jamais exposée à une telle qualité et quantité de substances qui pénètrent sans problèmes dans le corps humain».[7] On est loin de connaître tous les dangers potentiels de ces nanoparticules pour l'environnement et la faune. Des études expérimentales ont montré que ces particules tuent des bactéries et des micro-organismes importants pour l'homme et la nature. A travers la chaîne alimentaire, les nanoparticules sont naturellement absorbées par les hommes et les animaux.

Cet immense risque potentiel n'est pas la suite d'un développement évolutionnaire, mais artificiel. Nous n'avons pas besoin d'une nanotechnologie menaçant l'humanité et la vie en général sur notre planète. Chaque consommateur est donc exhorté à résister au «nanoboom». Ce refus conscient commence dans son propre ménage.

Comme décrit dans l'article ci-dessous, après tout, c'est à nous de faire le nettoyage et dans le meilleur des cas avec des produits à nettoyer faits maison, dont on connaît les ingrédients. C'est plus facile, moins cher et ne pèse pas sur l'environnement. Seul par la décision d'utiliser des produits ménageant l'environnement et de refuser une technologie qui nuit gravement à la nature et aux organismes, chacun contribue à sauvegarder notre planète pour les futures générations. Le planning circonspect de l'entretien de son ménage en fait partie. •

1 *www.3sat.de,* 7/05/06 et *www.hl-live.de,* 4/4/06.

2 Swiss Re, *Nanotechnologie, kleine Teile – grosse Zukunft?* 2004, p. 16.

3 Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland, *www.bund-landeck.de,* Verbraucherrisiko Nanotechnologie.

4 *www.empa.ch,* Le nano demande que l'on se pose des questions.

5 Swiss Re, *Nanotechnologie, kleine Teile – grosse Zukunft?* 2004, p. 22.

6 Heike Ehlers, Unter Zwergen, *Global News* 3/06, p. 18 et *www.bund-landeck.de*

7 Swiss Re, *Nanotechnologie, kleine Teile – grosse Zukunft?* 2004, p. 6.

Des produits à nettoyer faits maison

Nettoie-tout

9 dl d'eau
2 cuillères à soupe de soda
1 cuillère à soupe de savon-pâte
2 cuillères d'alcool à brûler

Faire chauffer l'eau avec le soda, ajouter le savon-pâte et mélanger le tout, faire refroidir avant d'ajouter l'alcool à brûler.

A utiliser comme un produit usuel, peut être utilisé en tant que liquide vaisselle après avoir bien rincé la vaisselle.

Savon mou liquide

9 dl d'eau
la peau d'un citron
3 cuillères à soupe de soda
2 à 3 cuillères à soupe de savon-pâte

Faire chauffer l'eau, le soda et la peau de citron, ajouter le savon-pâte et mélanger le tout. Faire refroidir et filtrer dans un récipient.

A utiliser comme le savon mou liquide usuel.

Produit anti calcaire

1,5 cuillère à soupe d'acide citrique
3 dl d'eau
1 goutte de liquide vaisselle

Bien mélanger l'acide citrique et l'eau, ajouter le liquide vaisselle et verser le tout dans un vaporisateur ou une petite bouteille.

A utiliser comme un produit anti calcaire usuel; en ajoutant plus d'acide citrique on reçoit un produit anti calcaire plus fort.

Produit de nettoyage rapide pour les vitres

3 dl d'eau
1 dl d'alcool à brûler
1 goutte de liquide vaisselle

Verser le tout dans un vaporisateur et bien secouer

A utiliser comme un produit usuel.

Sources: Documentation Haushaltspflege, Kant. Bildungszentrum für Hauswirtschaft, Weinfelden.

Hauswirtschaft, Landwirtschaftliche Lehrmittelzentrale, 1998.

C'est toujours encore à nous de faire le nettoyage

Des cocktails de substances accessoires contenues dans les nettoyants ultra performants pèsent sur l'environnement et ne sont guère plus efficaces que les bons vieux produits d'entretien de nos grands-mères

par Pamela Fehrenbach, Suisse

Pour chaque petit problème, il y a aujourd'hui, un détergent spécial. Mais à qui ces nettoyants à la «brise printanière et Cie» servent-ils en réalité?

Il est grand temps de s'attaquer au grand nettoyage de printemps. Au cas où cela ne me viendrait pas toute seule à l'esprit, des affiches géantes – placées de préférence dans les espaces verts et sur les terrains des grossistes – me rappellent de la manière la plus aimable et la plus criante que j'ai oublié une chose. Tel ou tel produit d'entretien ultra performant coloré en rose printanier, promet des résultats encore plus rapides, sur l'affiche à côté, un nettoyant vitres rappelant le bleu foncé du ciel d'été, promet une vue durable et sans traces.

Que ce soit en jaune cirant, en orange ou assaisonné d'un parfum printanier, il y a un produit magique pour chaque goût et pour chaque problème de nettoyage! En avons-nous vraiment besoin?

Pas de nouveautés

Environ 20 000 tonnes de détergents destinés au ménage ont été vendues en Suisse, en 2005. Et, en dépit de produits toujours nouveaux, on ne peut guère détecter de nouvelles technologies. Des substances bien connues sont vêtues sans gêne et selon les règles du marketing d'un nouvel habit, elles sont munies d'un vaporisateur «encore plus efficace» et parfumées et colorées selon les saisons. Si cela ne suffit pas, on attise la phobie de microbes en mettant l'accent sur les qualités antimicrobiennes du produit. Pour que moi, j'aie déjà bonne conscience en achetant le produit – puisque j'ai déjà pensé au nettoyage.

Pas de nouvelles technologies

Annina Gaschen, chimiste de l'environnement et employée à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, constate: «Les substances nettoyantes contenues dans les produits d'entretien sont toujours à peu près les mêmes.» Les «nouvelles recettes» se distinguent avant tout par les quantités croissantes de substances supplémentaires. Des parfums et des colorants réjouissent les sens et les agents produisant de la mousse font que les nettoyants sont plus adhésifs. «C'est agréable, mais les produits ne sont pas plus performants», déclare-t-elle.

Les substances auxiliaires polluent l'environnement

Il est bien connu qu'au moins 26 parfums tels que le géraniol, le cinnamal et le farnesol, peuvent provoquer des allergies. «Bien des substances sont peu biodégradables ou pas dégradables du tout et gagnent ainsi les eaux et les organismes où elles ont un effet nocif sur la santé et la capacité des animaux de se reproduire», confirme *Mäggi Hieber*, membre de la commission VSA «Canalisation des eaux usées en région rurale». Les produits d'entretien agressifs tels que de fortes solutions alcalines, des acides et des oxydants sont à éviter surtout lorsque les eaux usées sont conduites vers une petite station d'épuration ou directement vers une fosse à purin. «Le problème est que les agents détergents qui détruisent les microbes, tuent également les micro-organismes qui devraient nettoyer l'eau dans les stations d'épuration. La plupart des stations d'épuration fonctionnent sur ces fondements biologiques. Les tensioactifs qui aident à dissoudre la salissure sont très bien dégradables aujourd'hui, mais ils sont toujours en grandes quantités dans les eaux usées puisqu'ils représentent une composante principale des nettoyants. Il faut prendre en compte que «99% dégradable» signifie qu'il y en a toujours 1% qui reste pendant des mois et des années dans les eaux et dans le sol. Les tensioactifs peuvent rendre accessibles les membranes cellulaires à d'autres substances nocives, encore plus toxiques, et ils peuvent influencer la mobilité des polluants dans le sol.

Irritations de la peau

Et qu'en est-il de la «puissance d'oxygène actif» et de tous les détergents ‹oxy›? «Derrière le terme ‹oxy› synonyme de propreté et de fraîcheur se cache un agent blanchissant agressif, le plus souvent du peroxyde d'hydrogène, qui libère de l'oxygène réactif et dissout la salissure chimiquement. Certes, il s'agit d'un détergent et désinfectant efficace, mais c'est seulement en petites quantités qu'il n'est pas nocif», déclare Annina Gaschen. Le peroxyde d'hydrogène connu comme agent blanchissant pour les cheveux, attaque également la peau et tue des micro-organismes qui sont responsables du fonctionnement des petites stations d'épuration. Des détergents qui contiennent plus de 5% de cet agent doivent être déclarés avec le symbole «irritant».

Allergie à la fraîcheur du citron

Des personnes allergiques devraient se méfier des agent de parfums et de conservation. Particulièrement préféré est l'agent du «citron vert». Il sert de solvant avant tout dans des dégraissants et se trouve dans l'huile essentiel du citron et de l'orange («aux extraits de la peau d'orange», «à la puissance du citron vert»). L' essence du citron vert en contact avec de l'air peut former un allergène très agressif. Il est donc obligatoire de le déclarer et d'ajouter des agents de conservation liant l'oxygène. Des agents de conservation et des stabilisateurs sont de leur part les déclencheurs les plus importants de la dermatite et des eczémas.

De la publicité stérilisée

«Avant qu'il y ait un taux de microbes nuisible à la santé dans le ménage, ça pue énormément», souligne la chimiste de l'environnement. «Bactéricide» et «antiseptique» ce sont avant tout des instruments de marketing dont l'effet n'est pas nouveau, puisque également les composantes connues des détergents, telles que l'alcool, des acides, des huiles essentielles, ont un effet antiseptique. Les médecins et les experts d'hygiène sont unanimes que des désinfectants ne sont pas nécessaires dans le ménage. Dans le contexte d'allergies en particulier, il est de plus en plus évident que par exemple les enfants d'agriculteurs qui sont en contact permanent avec la nature, les animaux et les plantes – donc avec des «microbes naturels et de la boue» résistent mieux aux allergies.

Calcaire, graisse et poussière

«Dans le ménage, nous rencontrons en général trois catégories de salissure», explique Gaschen. «De la poussière à balayer, du calcaire à dissoudre à l'aide d'acide, de la graisse que nous combattons avec du savon ou des tensioactifs (des savons synthétiques).» Les détergents ultra performants agissent selon les mêmes principes. «Un détergent universel, de l'acide acétique contre le calcaire et de l'alcool de nettoyage pour les surfaces en verre permettent un nettoyage aussi profond qu'un arsenal entier de détergents spéciaux», conclut Gaschen. Malgré tout, parfois je succombe à la «brise printanière et aux bombes aérosol ultra performantes». Ce n'est pas étonnant, des experts en marketing semblent savoir ce que je désire: m'attaquer à la saleté de manière efficace et en peu de temps pour pouvoir me consacrer le plus vite possible à d'autres choses, tout comme les femmes utilisant les détergents ultra performants dans la publicité qui se présentent entourées de nombreux enfants d'un sourire détendu dans une cuisine impeccablement propre. J'achète le détergent ultra performant, je me suis fait avoir par les stratégies des experts en marketing. L'avouer? Jamais de la vie … •

Source: *Schweizer Bauer* du 16/5/2007.
(Traduction *Horizons et débats*)

L'éducation à la paix dans une classe

par Eliane Gautschi, enseignante spécialisée et directrice d'école, Zurich

Il est très important, surtout actuellement, que les enseignants se demandent comment ils peuvent contribuer à rendre le monde plus pacifique. Chaque jour, nous avons une petite bande d'enfants de différents âges autour de nous qui, dans quelques années, devront être préparés intellectuellement et moralement à contribuer à la paix dans le monde.

«Les guerres doivent cesser dans le monde!» Tel est le souhait souvent exprimé par les enfants et les adolescents quand on leur demande d'écrire un texte sur le sujet «Ce que je souhaite le plus.» Cela veut dire qu'ils réfléchissent sérieusement à ce qui se passe dans le monde et qu'ils ont une idée de la manière dont les hommes et les femmes pourraient vivre ensemble dignement. Les adultes ont le devoir de leur faire acquérir les compétences nécessaires pour participer à ce projet humain. Les conditions préalables sont meilleures qu'on pourrait peut-être le croire au vu des cas effrayants de violences dans les écoles ces dernières années. C'est ce que confirment les résultats provisoires d'une étude de l'université de Zurich publiée récemment. Son message fondamental est optimiste: il confirme que notre jeunesse est plus compréhensive, plus consciente de ses responsabilités et plus disposée à faire des efforts qu'on le supposait.[1]

Si nous voulons créer chez les enfants et les adolescents les dispositions morales nécessaires à une vie en commun pacifique et les soutenir dans leur espoir d'un monde sans guerres, nous devons nous-mêmes avoir une attitude correspondante. Il faut qu'il soit évident pour les enfants que nous sommes sincères et que nous les considérons comme de futurs adultes. Alors seulement le matériel pédagogique à disposition et les projets scolaires préparés avec amour atteindront leur but. Car il s'agit d'ancrer profondément en eux le refus des résolutions de conflits par la violence, la disposition au dialogue avec ceux qui pensent différemment, l'empathie pour ses semblables et le souhait de s'attaquer aux tâches de la vie de façon constructive et d'agir en faveur de la paix.

La classe, petite communauté multiculturelle

Nous allons parler du travail effectué dans une classe d'enfants qui suivent l'enseignement spécialisé au sein d'un groupe de sept filles et garçons de 10 à 13 ans. Ils sont issus de différentes cultures, ont des religions différentes et viennent de tous les continents. Toutes les facettes du monde y sont donc représentées. J'ai prévu, au début de l'année, de créer une vraie communauté internationale. Dans ce but, j'ai utilisé différents matériels pédagogiques relatifs à différentes matières. Je vais donner un aperçu des expériences que j'ai faites et j'espère pouvoir encourager des collègues à réaliser des projets semblables.

La Déclaration universelle des droits de l'homme

Comme premier thème j'ai choisi la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de l'ONU qui a été élaborée en 1948 en réaction aux atrocités de la Seconde Guerre mondiale. Presque tous les enfants se sont montrés très intéressés par les faits historiques et ont voulu savoir ce qui s'était passé autrefois et les réflexions que la génération de leurs parents et grands-parents avait faites à propos des questions importantes de l'histoire de l'humanité. Ainsi, en guise d'introduction, je leur ai expliqué à quelle époque et pourquoi la *Déclaration universelle des droits de l'homme* avait été élaborée et leur ai dit qu'avec elle nous disposons d'une bonne base pour la coexistence pacifique. Au cours de plusieurs leçons, j'ai étudié en détail ce texte juridique avec mes élèves. Bien que les lois soient difficiles à comprendre, les enfants en comprennent l'essentiel et ils sont capables de les mettre en rapport avec l'actualité. J'ai vite compris qu'ils s'intéressaient sérieusement aux questions posées. Finalement, nous avons élaboré un questionnaire comportant des exemples de violations des droits de l'homme qu'ils ont dû reconnaître et classer. Il est évident qu'ils ont fini par se débrouiller assez bien et qu'ils étaient fiers d'accomplir un «travail d'avocat». Pour terminer cette étude, ils ont choisi le droit de l'homme qui leur parlait le plus et l'ont illustré. Selon leur niveau scolaire, ils pouvaient en outre justifier leur choix par écrit. Ils ont travaillé avec application et ont perfectionné leurs dessins avec amour et intelligence. Leur choix était intéressant et toujours en rapport avec des expériences personnelles. Il est apparu que Mona avait été très impressionnée par le livre «La case de l'oncle Tom» que je leur avais lu. Elle a choisi l'interdiction de l'esclavage et a écrit:

«Je choisis l'interdiction de l'esclavage parce que je trouve que c'est une grande injustice. On nous a lu l'histoire de l'oncle Tom. C'était un esclave. Ce fut un livre très important contre l'esclavage. J'espère qu'il n'y a plus de traite des esclaves dans le monde. J'espère qu'il n'y a plus d'enfants soldats.»

Sara, jeune fille calme qui ne prenait que rarement la parole pendant les cours, a choisi le droit à la liberté de religion: *«J'ai choisi le droit à la liberté de religion car peu importe quelle est la religion d'une personne. Tout être humain espère la paix et ne veut pas la guerre. Chaque religion a ses fêtes, ses croyances et sa prière pour la paix. La loi et moi trouvons qu'il ne devrait pas y avoir la guerre entre les religions. Tous les hommes sont pareils.»*

Les autres enfants y ont mis tout leur cœur, ils ont trouvé le sujet important et ont travaillé avec amour. Pour souligner l'importance de leurs réflexions, je les ai encouragés à créer un album dans lequel figureraient leurs dessins et leurs textes et qu'ils pourraient emporter à la maison en souvenir de notre travail.

Au cours des semaines suivantes, j'ai constaté que l'étude des droits de l'homme avait porté ses fruits. Il était évident qu'on avait posé quelques fondements de leurs relations entre eux.

«Si nous voulons créer chez les enfants et les adolescents les dispositions morales nécessaires à une vie en commun pacifique et les soutenir dans leur espoir d'un monde sans guerres, nous devons nous-mêmes avoir une attitude correspondante.» (photo caro)

Le droit humanitaire – expériences avec le matériel pédagogique du CICR

Quelques mois plus tard, j'ai planifié une nouvelle séquence pédagogique. J'ai utilisé le matériel pédagogique du *Comité international de la Croix-Rouge* sur le droit humanitaire qui a déjà été présenté en détail dans ce journal.[2] J'ai tout d'abord eu quelques hésitations, car il est conçu pour les classes du secondaire et quelques-uns de mes élèves étaient plus jeunes. Comme je l'avais déjà fait lors de la séquence sur les droits de l'homme, j'ai présenté aux enfants le contexte historique dans lequel le droit humanitaire a été conçu.

J'ai commencé, comme le prévoit le matériel pédagogique, par poser des questions pour ouvrir la discussion. Très vite, elle a été très animée. Les enfants se sont écoutés attentivement et ont inclus les propos des autres dans leur propre réflexion. Ensuite, ils ont pu choisir une des questions posées et rédiger un petit texte. En voici quelques exemples.

«La guerre est pour moi la pire des choses»

A la question: *«Qu'est-ce que la guerre?»*, Daniel a écrit: *«La guerre est pour moi la pire des choses qui existent au monde. La guerre est pour moi toujours quelque chose de méprisable, d'inhumain, quelque chose qui ne convient à aucun être humain. Elle force les gens à faire des choses qu'ils ne feraient pas autrement, le meurtre, la torture, le viol. Les gens sont encouragés à haïr d'autres gens. Il arrive que des personnes se suicident pour entraîner d'autres personnes dans la mort. Mais il y a aussi les autres gens qui attendent le contraire, c'est-à-dire la paix, la paix dans le monde. C'est ce que beaucoup souhaitent. Mais tant que nous ne serons pas prêts à apprendre à résoudre nos conflits avec des mots au lieu d'utiliser les armes, le monde ne pourra pas trouver la paix.»*

Son camarade Reza, dont la famille vient d'un pays en guerre, a écrit: *«La guerre, c'est très mal. Les maisons sont détruites et les gens blessés. Il y en a qui perdent un bras ou une jambe. Le président Bush dit: Vous ne nous donnez pas assez de pétrole, et alors les USA font la guerre. Ou bien le président dit: Nous voulons faire la guerre pour que notre pays devienne encore plus grand. Maintenant ils font la guerre. Ils démarrent leurs blindés et ils prennent les armes.»* Et Sara a ajouté un souhait à ses réflexions*: «La guerre, c'est la pire des choses pour le monde et les pays qui sont concernés, car elle détruit le monde uniquement pour des mines d'or, du pétrole et du gaz. Je trouve que la guerre devrait cesser dans le monde entier.»*

«Mais ils ne savent pas ce qu'est la guerre»

Les enfants ont beaucoup réfléchi à la question de savoir comment il était possible que des enfants soldats, des enfants de leur âge, soient obligés de participer à des conflits armés. Pour eux, il y a différentes raisons. Pour Kevin, c'est *«parce que les enfants veulent se battre pour leur patrie. Mais ils ne savent pas ce qu'est la guerre.»* Dans le cahier d'Andy, on peut lire: «*Aujourd'hui, il existe des jeux vidéo dans lesquels on apprend comment on tire sur des gens. Quand ils gagnent, les enfants trouvent cela bien. Alors les enfants vont à la guerre et pensent que c'est comme dans le jeu.»* David écrit à ce sujet: *«On dit aux enfants: Si tu vas à la guerre, l'empereur te félicitera ou bien: Tu sera un homme important et un héros Parce que les enfants sont si faciles à influencer et qu'ils ne commencent pas par réfléchir. Mais il y en a aussi qui n'y vont pas, qui pensent qu'ils ne veulent pas faire la guerre pour l'empereur pour qu'il possède ensuite plus de territoires. Et je trouve qu'il n'y a aucune exception qui permettrait d'envoyer des enfants à la guerre.»* Sa camarade Anna est du même avis: *«Il ne devrait pas y avoir de guerres du tout parce que la guerre, ce n'est pas une bonne solution pour atteindre un objectif et parce qu'on meurt dans les guerres. Les enfants croient qu'ils vont à la guerre et qu'ils rentreront bientôt car ils ne comprennent pas tout ce qui peut arriver à la guerre, qu'on peut mourir ou bien être gravement blessé.»*

«Non, il n'y a pas une seule raison …»

Pour Anna, il n'y a pas d'exception qui pourrait justifier la participation des enfants à la guerre: *«Non, il n'y a pas une seule raison car ils pourraient mourir. Ils auraient sans cela probablement encore une longue vie devant eux et n'ont aucune idée de ce qu'est la guerre (au contraire des adultes qui devraient le savoir). Si je devais envoyer quelqu'un à la guerre je n'enverrais personne. La meilleure solution serait que personne n'aille faire la guerre et qu'il n'y ait plus autant de guerres.»*

«Les enfants, les femmes, les personnes âgées et les handicapés doivent être spécialement protégés»

Il est tout à fait évident pour les enfants que même en temps de guerre certaines parties de la population doivent être spécialement protégées: les enfants, les femmes et les personnes âgées, qui ne participent pas à la guerre. Voici la réponse de Reza: *«Il faut protéger les enfants parce qu'ils ne savent pas manier les armes. Les enfants sont sans défense. Ils commencent seulement de grandir. Il faut aussi protéger les femmes parce qu'elles auront de nouveau des enfants. Mais quand elles vont à l'armée et qu'elles meurent à la guerre, elles n'ont plus d'enfants et il y a moins de gens. On devrait aussi protéger les personnes âgées et les personnes qui n'ont pas de bras ou de jambes, les personnes handicapées sont sans défense.»*

«Dans les hôpitaux, il y a des malades et des blessés» Il est évident, selon les enfants, que certains bâtiments civils doivent être protégés. Mona écrit par exemple: *«Je trouve que les hôpitaux, les écoles, les universités et les maisons d'habitation ne doivent pas être attaqués. Dans les hôpitaux, il y a des malades et des blessés. Les hôpitaux ont une croix rouge sur le toit. De toute façon, on ne doit pas les attaquer. Les écoles ne doivent pas non plus être attaquées parce qu'il y a des enfants innocents et aussi parce qu'ils n'ont pas grand-chose à voir avec la guerre. Les universités, il ne faut pas non plus les attaquer parce qu'il y a des gens qui font des études.»*

«Je suis contre la torture»

Parmi les questions qui doivent introduire la discussion, il y a celle du comportement envers les prisonniers de guerre. La réponse de David montre qu'il est conscient du dilemme auquel on peut être confronté: *«Quand en guerre, on fait prisonnier un soldat, on est obligé de le traiter dignement. Il est envoyé en prison comme c'est le cas pour chacun. On lui donne à manger et on le traite humainement. On ne le bat pas, on ne le torture pas. Mais il y a des situations où on a de la peine à suivre ces règles. Par exemple si quelqu'un avait tué ma sœur et que je le faisais prisonnier quelques années plus tard. Comment est-ce que je réagirais? Une variante serait de le rouer de coups car je suis en colère. L'autre variante serait de discuter. Je suis contre la torture et contre tout ce qui a à voir avec les poings. Alors, je m'en tiens à la discussion.»*

Ce ne sont là que quelques extraits d'une riche palette de réponses. C'était un début très important pour continuer à traiter le sujet, comme le suggère le manuel. Pour moi, ce fut une joie de voir mes élèves participer aux réflexions et de constater leur empathie. Leur espoir «que les guerres cessent dans le monde» reçoit à travers cette discussion une base réaliste et elle indique des voies. •

---

[1] Université de Zurich. *Jacobs Center for Productive Youth Development.* Présentation des premiers résultats de COCON, étude longitudinale du développement des enfants et adolescents en Suisse. *www.jacobscenter,unizh.ch/research/context_competence/index.html, www.nfp52.ch*

[2] cf. *Horizons et débats:*
nº 43/2006 (module I)
nº 2/2007 (module II)
nº 18/2007 (module III)
nº 19/2007 (module IV)

La charité à l'œuvre

Rapport d'activité de «New Ways», Merka, Somalie, mai 2007

A Merka, en Somalie, l'association «New Ways» dirige un hôpital ambulatoire, une école secondaire et soutient la coopérative agricole du village d'Ambe Banaan. 240 élèves fréquentent l'école primaire. Des adolescents qui n'avaient aucune possibilité d'aller à l'école fréquentent l'école secondaire. 120 filles et 62 garçons suivent des cours extrascolaires. Une équipe nettoie le marché de Merka, mesure importante car il faut empêcher l'apparition de maladies contagieuses.

Les activités de «New Ways» se basent sur le travail de Verena Karrer, sage-femme et enseignante d'école d'infirmières de Zurich-Oerlikon, qui a œuvré à Merka depuis sa retraite en 1993 jusqu'à sa mort tragique en 2002. Aujourd'hui, ce qu'elle a construit est toujours en activité.

La direction est assurée par le Pr Mohamed Roble qui est en contact permanent avec l'association suisse «Förderverein Neue Wege in Somalia». Le docteur somalien A. Hassan Mohamoud est à la tête de l'hôpital ambulatoire de Merka.

Le rapport d'activité de l'association de cette année(mai 2007) montre ce que peuvent réaliser ceux qui unissent leurs efforts.

En avril 2007, 1364 malades, dont 779 enfants, se sont rendus à l'hôpital ambulatoire. On a donné les premiers soins dans 170 cas.

Les maladies suivantes ont été soignées:
1. paludisme,
2. maladies des voies aériennes supérieures,
3. anémies,
4. diarrhées,
5. infections de la vessie,
6. dermatoses,
7. infections des yeux.

En avril, le laboratoire a effectué 1091 tests. On a examiné du sang, de la salive, de l'urine et des selles, ce qui a permis de diagnostiquer des cas de paludisme et de syphilis.

En avril, il y a eu des combats violents à Mogadishu. Des dizaines de milliers de personnes ont fui Mogadishu et Merka, ce qui a entraîné une lourde charge pour les centres médicaux de Merka. Les fugitifs ont bénéficié d'un traitement gratuit dans notre hôpital ambulatoire. Le stock de médicaments s'est révélé insuffisant.

Sue Morris, titulaire de la Médaille Florence Nightingale, ausculte un enfant sous-alimenté. (photo Beyond Conflict, p. 256)

Nettoyage de la ville

L'afflux de dizaines de milliers de fugitifs a augmenté la quantité d'ordures, ce qui a causé de grands problèmes à l'équipe de nettoyage. Le nombre des charrettes à âne et le personnel se sont révélés insuffisants. Nos gens ont dû faire des heures supplémentaires afin de lutter contre les diarrhées et le choléra qui s'étaient répandus dans le sud de la Somalie.

Ecoles

La «Verena Secondary School» est l'école secondaire la plus connue et la plus fréquentée de la région. Actuellement, elle compte 411 élèves (32% de jeunes filles). Ce semestre, l'école a acueilli 137 nouveaux élèves dont 44 filles.

A la fin du semestre passé, 379 élèves se sont présentés à un examen. 353, dont 110 filles, l'ont réussi.

130 élèves, dont 64 filles, se sont inscrits à l'école primaire. 42 garçons et 47 filles ont réussi l'examen.

Ambe Banaan

Les paysans soutenus financièrement par «New Ways» ont été durement touchés par les pluies qui ont inondé le pays d'octobre à décembre. Les semences ont été détruites, si bien que la dernière moisson n'a rien rapporté. Ils n'ont pas de réserves et ne savent que faire car ils n'ont pas d'argent pour acheter de nouvelles semences.

Les dernières inondations ont endommagé le système d'irrigation. Le canal est envasé et envahi par l'herbe et les buissons. Les habitants du village ne sont pas en mesure de réparer le canal. Les conditions de vie des paysans se détériorent.

Cours d'alphabétisation pour les adultes

Ce programme est réalisé en collaboration avec le *Programme alimentaire mondial*. En 2005, «New Ways» a constaté qu'à Merka, plus de 9000 enfants d'âge scolaire n'allaient pas à l'école. Les causes principales en sont la pauvreté et l'ignorance des parents qui ne sont pas allés à l'école.

Grâce aux cours d'alphabétisation, on a pu augmenter les inscriptions à l'école primaire à Merka. Presque toutes les mères qui profitent de ces cours inscrivent leurs enfants.

Le programme d'alphabétisation a commencé avec 400 mères. Les expériences positives qu'elles ont faites ont entraîné une forte augmentation des inscriptions à l'école primaire. En janvier 2007, 800 mères se sont inscrites aux cours.

Non formal education (ce sont des volontaires qui enseignent aux élèves)

Ce sont avant tout des anciens élèves des écoles secondaires qui enseignent la lecture, l'écriture et le calcul à des enfants et des adolescents issus des quartiers les plus pauvres de Merka qui sans cela n'iraient pas à l'école. Environ 205 enfants peuvent profiter de ces cours l'après-midi. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Site Internet: *www.nw-merka.ch*
Compte pour les dons: Förderverein Neue Wege in Somalia, Zürich
CCP: 80-53042-7
Présidente: Jenny Heeb
Greifenseestrasse 30, 8050 Zürich
Tél: +41 44 312 12 67,
E-mail: *jheeb@nw-merka.ch*

Le livre illustré «Beyond conflict» témoigne de 75 ans d'engagement humanitaire. A l'aide de photos, d'affiches et de documents originaux, il retrace l'histoire de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de sa fondation à son épanouissement. Il présente les personnes qui ont aidé cette organisation à s'imposer, lui ont donné son caractère et ont veillé à ce que son esprit soit sauvegardé même pendant les périodes les plus troublées. Avec ses 171 membres, la Fédération est la plus importante organisation humanitaire de la planète. Tous ceux qui s'intéressent à l'engagement humanitaire liront avec plaisir ce livre qui leur offre un aperçu général de l'aide nationale et internationale. (ISBN 92-9139-041-0)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich